

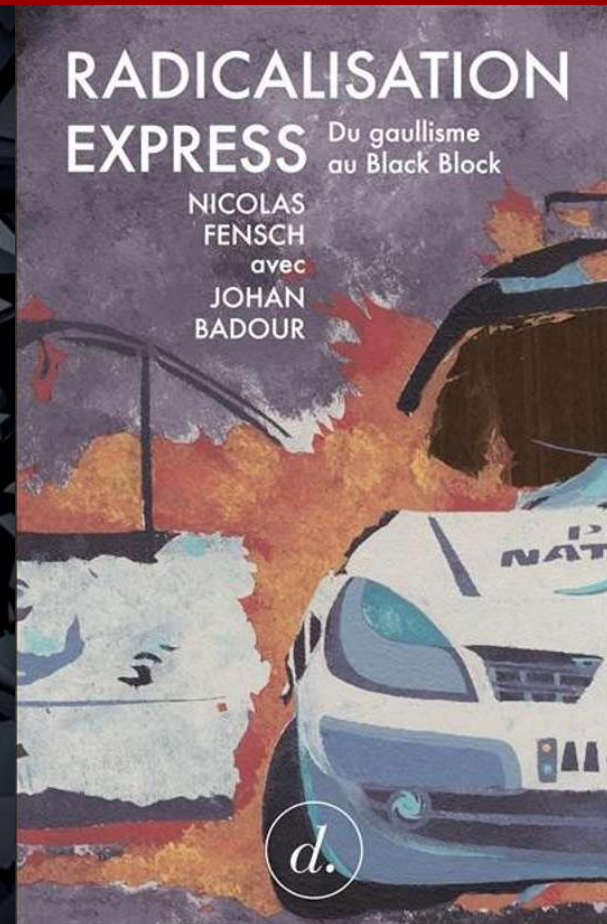
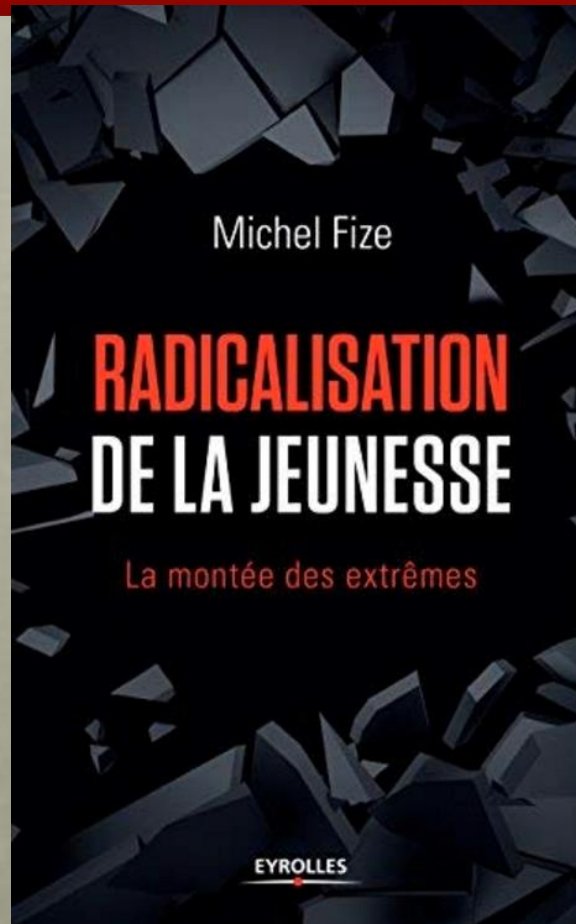
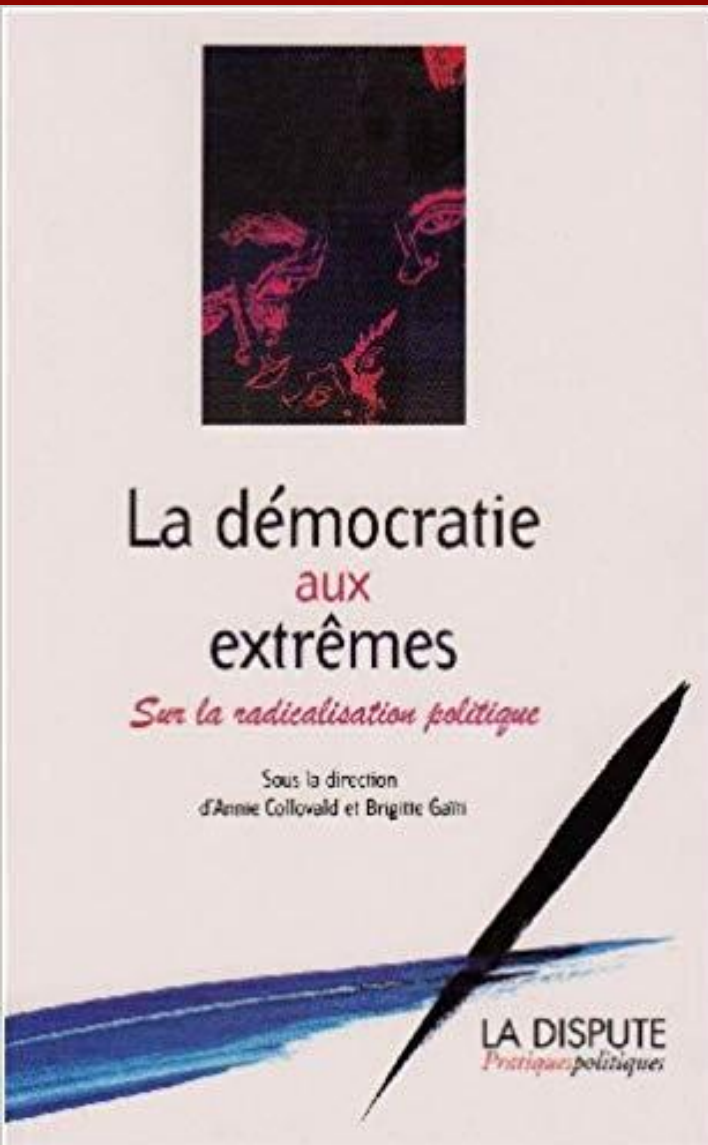
LES RADICALISATIONS, OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Jean-François Clément

UNE DÉFINITION

- Le **mot radicalisation ne veut pas dire grand chose**. Ce qui importe ce sont les usages de ce mot (et ses présupposés) qui varient d'un chercheur à l'autre (Khosrokhavar la définit : « Par radicalisation, on désigne le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux, qui conteste l'ordre établi »).
- Une **radicalisation** est un **passage à la limite** dans les pensées ou les comportements gênant ou empêchant la vie collective.
- La radicalisation apparaît dans des **groupes qui veulent se séparer des autres** et mener une **vie communautarisée**.
- Des leaders d'opinion cherchent alors des croyances, des **signes ou des comportements différents** de ceux qui sont adoptés par la majorité.
- Ces faits apparaissent surtout comme **liés à des minorités** religieuses, également sociales ou politiques.

UNE DÉFINITION

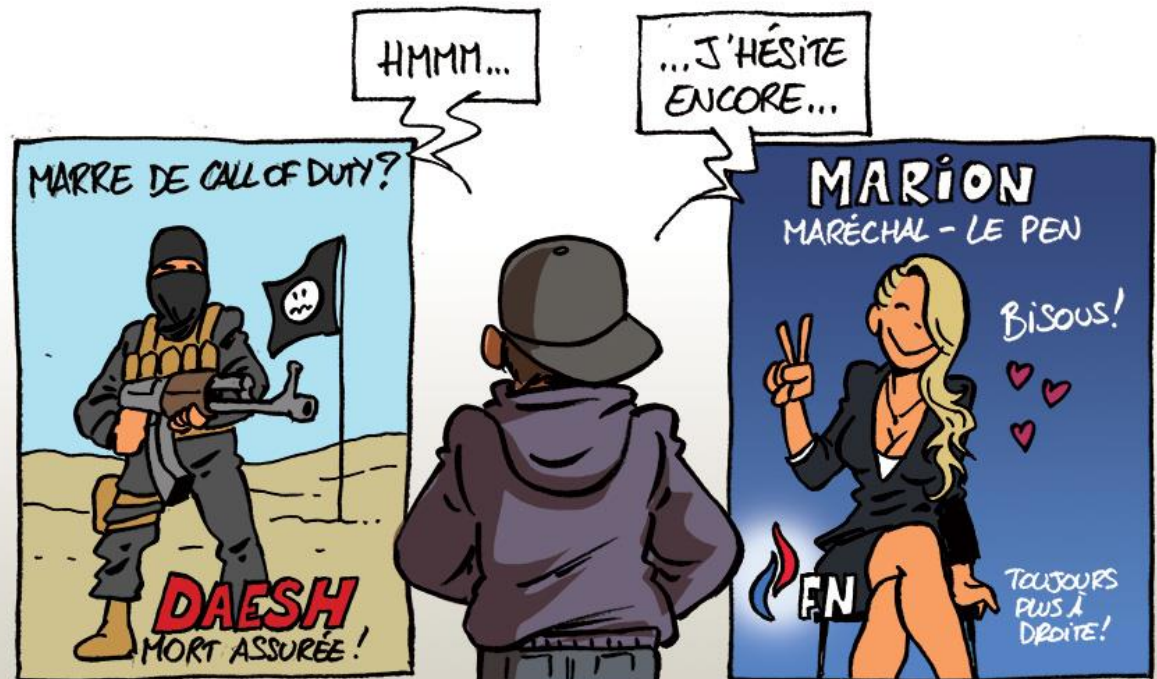


Ces faits, déjà dans le domaine politique, ont suscité une abondante littérature. Mais ces dernières années a prévalu une **radicalisation religieuse**, surtout dans l'islam. Mais il ne faut pas se focaliser sur cette forme de radicalisation.

« LES » RADICALISATIONS

Mais les radicalisations dites religieuses peuvent aussi ne l'être qu'en apparence.

RADICALISATION DES JEUNES..



LES FUNKES,
C'EST COOL...

... MAIS SI JE PEUX
PÉCHO MARION...

INJEP NOTES & RAPPORTS REVUE DE LITTÉRATURE

MARS 2018
INJEP-2018/02

Radicalisations et jeunesse

Revue de littérature

ISABELLE LACROIX

Chercheuse postdoctorale en sociologie au
Laboratoire Pratiques, Universités Versailles Saint-
Quentin/Paris Saclay
Conseillère - Caisse nationale des allocations
familiales (CNAF)

Di15

« LES » RADICALISATIONS

RADICALISATION DE PLUS EN PLUS JEUNE



« LES » RADICALISATIONS PEUVENT ÊTRE PLUS OU MOINS VIOLENTES

- Elles peuvent **ne porter que sur des idéologies** et se justifier au nom de la liberté de religion ou de la liberté de penser. Ce sont des radicalisations non violentes (Martin Luther King ou Mandela).
- Il peut **aussi y avoir un passage aux actes dans la radicalisation violente** :
 - Contestations violentes contre des objets ou des lois
 - Blessures et agressions contre des personnes
 - Crimes ou actes terroristes (nihilistes russes, anarchistes, Brigades rouges, Anders Behring Breivik en Norvège, etc.)
 - Suicides de martyrs.

« LES » RADICALISATIONS PEUVENT ÊTRE PLUS OU MOINS VIOLENTES

- Autre différence : **avant 20 ans**, ce sont les **problèmes de la personne** et de sa psychologie individuelle (défi, quête de marges, construction de soi) **qui prédominent**. La stratégie est alors de faire d'abord réfléchir ces jeunes sur leur parcours personnel.
- **Par la suite, la part de l'idéologisation et donc du passage aux actes, du terrorisme, s'accroît**. Il y a **moins de manipulations sectaires** (alors que Dounia Bouzar en fait le seul mode de radicalisation). Ceux qui deviennent acteurs « *se voient nier l'égalité des chances refusent, en retour, d'adhérer à une vision sécularisée de la société moderne* ». Ce sont alors des victimes de l'échec scolaire, sans sexualité épanouie qui se réfugient dans les réseaux sociaux ou les groupes de pairs avec bien plus que la volonté de provoquer.

« LES » RADICALISATIONS PEUVENT ÊTRE PLUS OU MOINS VIOLENTES



Des Femen urinant sur le portrait de l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch devant l'ambassade ukrainienne de Paris le 1^{er} décembre 2013.



Femen protestant contre le Front national et les fachos en troupeau.

Un exemple de radicalisation politique ou sociale non violente physiquement, même s'il y a atteinte à l'ordre public, les Femen

« LES » RADICALISATIONS PEUVENT ÊTRE PLUS OU MOINS VIOLENTES

- Certains qui refusent les idées d'islam ou de christianisme « modéré » opposent la « radicalité » des opinions au « radicalisme » des actes.
- D'autres, qui acceptent ces notions, parlent de « radicalisme » des opinions chez des croyants qu'ils perçoivent comme extrémistes (Mennonites ou Amishs par exemple).
- Certains fondamentalistes utilisent le mot « radicalisme » pour exprimer le caractère entier et sans restriction de leurs exigences religieuses.

LECTIO DIVINA

97

THADDÉE MATURA

LE RADICALISME ÉVANGÉLIQUE

AUX SOURCES DE LA VIE
CHRÉTIENNE

cerf

« LES » RADICALISATIONS PEUVENT ÊTRE PLUS OU MOINS VIOLENTES

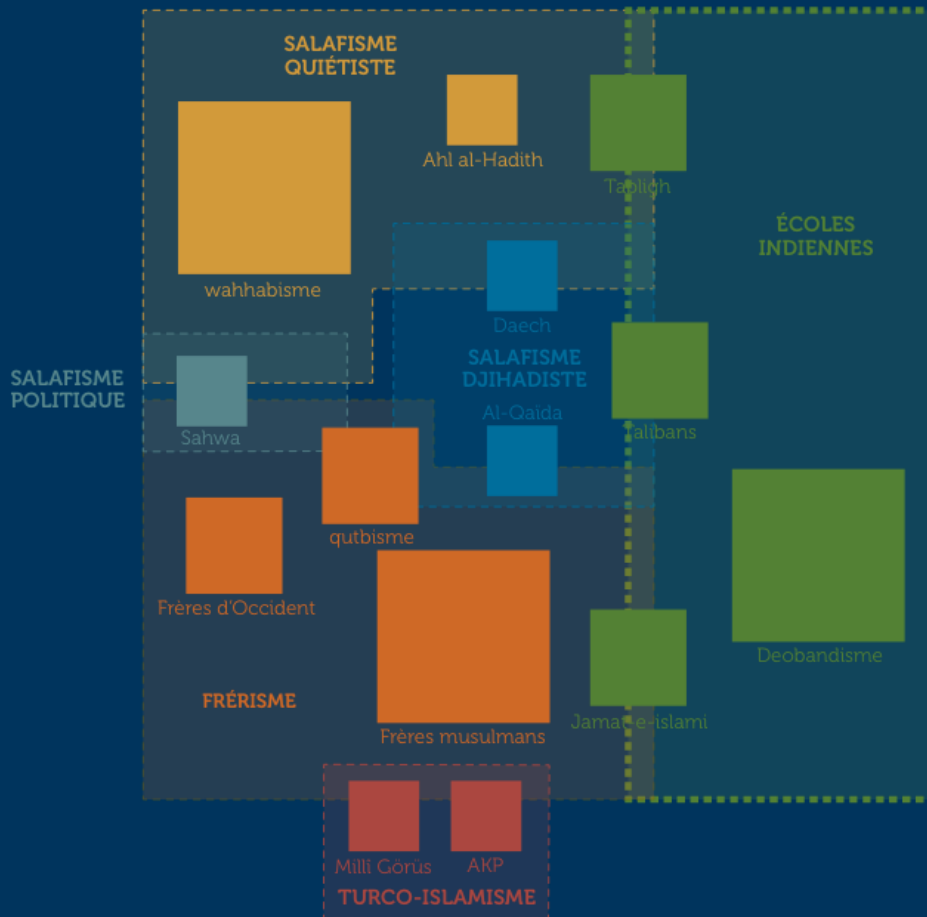
- De plus, le désir de violence n'aboutit pas toujours à une violence effective. Il peut, en effet, y avoir des actes manqués.



« LES » RADICALISATIONS

Les différents courants idéologiques de l'islamisme

Cliquez sur une idéologie ou un courant



Les radicalisations peuvent être très **diverses au sein d'une même religion** comme l'islam. Il est nécessaire de connaître les nuances qui distinguent les personnes radicalisées les unes des autres et les raisons de ces différences.

Elles sont **diverses quant aux motivations** : nihiliste, politique, initiatique, liées à des sentiments d'exclusion ou des déficiences mentales, etc.

« LES » RADICALISATIONS

Différents courants de l'islamisme cohabitent, dont les deux principaux sont le wahhabisme et l'idéologie des Frères musulmans (frérisme). Si de nombreux paramètres les distinguent, ils poursuivent **un objectif commun : faire de l'islam un cadre de vie, un projet pour l'individu et la société, visant à préserver une civilisation islamique et à établir une vision universaliste et prosélyte de l'islam**. Il s'agit d'un projet total visant à codifier et normer les rapports sociaux :

- Les rapports hommes-femmes (mixité interdite chez les wahhabites),
- Les normes alimentaires (le halal),
- Les normes économiques (finance islamique),
- Les normes du rapport à l'autre (*al-wala' wa al-bara'*, qui définit chez les wahhabites la séparation entre les musulmans et les non-musulmans et peut aller jusqu'au rejet total de l'autre),
- Les normes vestimentaires et comportementales (voile, barbe).

L'islamisme porte une interprétation du monde, une vision de l'organisation de la société et un rôle donné à la religion dans l'exercice du pouvoir.

Il y a néanmoins un objectif commun dans les islams politiques jihadistes.

« LES » RADICALISATIONS

L'emploi du pluriel est, dans un premier temps, requis : nous considérons ici tous les islamismes. Ils forment un ensemble qui, au-delà de la croyance religieuse et de la spiritualité personnelle, porte une interprétation du monde, une vision de l'organisation de la société - y compris le monde profane - et un rôle donné à la religion dans l'exercice du pouvoir. En ce triple sens (interprétation du monde, organisation sociale, relation au pouvoir), **il s'agit d'une véritable idéologie politique contemporaine.**

Il y a néanmoins un objectif commun.

« LES » RADICALISATIONS

Les radicalisations peuvent être diverses au sein d'une même religion.



Demander à manger halal (ou casher) peut, en partie, se légitimer religieusement. Mais ne pas écouter de la musique, durant le ramadan ou en permanence, est une règle propre au wahhabisme extrémiste ou à l'EI ou Daech. De même, refuser des meubles rouges dans les salles de classe est une invention très récente apparue en France.

« LES » RADICALISATIONS

- L'EI a imposé un code pénal en Irak et en Syrie très éloigné des codes antérieurs présents dans ces deux pays, mais très proche du code pénal actuel de l'Arabie saoudite (lapidation pour adultère, mort pour blasphème, meurtre et homosexualité, et amputation des pieds et des mains pour banditisme).
- Il faut néanmoins comprendre ces formes différentes de radicalisation (l'État islamique pratique la mort par crucifixion, contrairement à l'Arabie saoudite qui est un allié des États-Unis).

Crime and punishment:

	Islamic State	vs	Saudi Arabia
Crime:	Islamic State punishment:		Saudi Arabia punishment:
- Blasphemy (Insulting God, the Prophet, the religion) - Acts of homosexuality - Treason - Murder	 Death		 Death
- Slander - Drinking alcohol	 80 lashes		 At discretion of judge
- Adultery (if married)	 Death by stoning		 Death by stoning
- Adultery (if not married)	 100 lashes and exile for a year		 100 lashes
- Stealing	 Amputation of hand		 Amputation of right hand
- Banditry (theft)	 Amputation of hand and foot		 Amputation of hand and foot
- Banditry (murder and theft)	 Crucifixion		 Death

« LES » RADICALISATIONS

Autre
exemple de
diversité au
sein d'une
même
religion.

IMAM ABDELALI MAMOUN

L'Islam contre le radicalisme

Manuel de contre-offensive



LA MONTÉE DE L'ISLAMISME
INQUIÈTE LES FRANÇAIS



On peut percevoir des
figures très différentes dans
une même religion.

« LES » RADICALISATIONS PEUVENT ÊTRE PLUS OU MOINS VISIBLES

- Porter un voile intégral et se cacher la face est visible de tous. Refuser la nourriture non casher ou non hallal est connu de tous.
- Refuser d'aller à la piscine et fournir un certificat médical de complaisance est déjà moins détectable. Il en est de même pour un homme qui refuse de serrer la main d'une femme. Il peut aussi y avoir des garçons qui refusent de s'asseoir à côté des filles en classe.
- Refuser d'écouter un cours sur les cathédrales ou sur l'évolution, refuser d'écouter les exemples du cours de musique en raison du ramadan (une règle de Daech) n'est pas facilement perceptible.

« LES » RADICALISATIONS PEUVENT ÊTRE PLUS OU MOINS IMPORTÉES

- Le terrorisme présenté comme religieux était autrefois importé (en réalité, on était face à des actions des services secrets algériens ou iraniens en France).
- Il est ensuite parti de zones étrangères avec des acteurs en partie ou totalement français.
- Il est actuellement essentiellement d'origine française et touche des jeunes sans racine et sans espoir :
- Exemple de cas ambigu : « Un lycéen de 15 ans, bon élève, a répondu à une proposition d'achat de kalachnikov sur un réseau social, promettant dans la foulée de « tout faire péter à Paris ». Pourtant, il n'est pas décrit comme radicalisé, n'a jamais consulté de site djihadiste et aucune arme n'a été retrouvée. Cas de conscience : faut-il le placer en foyer ou le soumettre à un simple contrôle judiciaire pour préserver les liens familiaux ? Sur ce point-là comme sur tous les autres, une décision collégiale a été prise : le parquet n'a pas demandé son placement. »

« LES » RADICALISATIONS PEUVENT ÊTRE PLUS OU MOINS IMPORTÉES



12 mai 2018 : attaque au couteau dans le quartier de l'Opéra : l'assaillant est abattu.

« LES » RADICALISATIONS RECOUVRENT DONC DES RÉALITÉS TRÈS DIFFÉRENTES

RECRUTEMENT DE KAMIKAZES



Dans les réflexions et les actions à venir, il faudra donc tenir compte de ces complexités. Les profils sont hétérogènes. Vouloir être kamikaze, ce n'est pas forcément le devenir.

LA QUESTION POSÉE

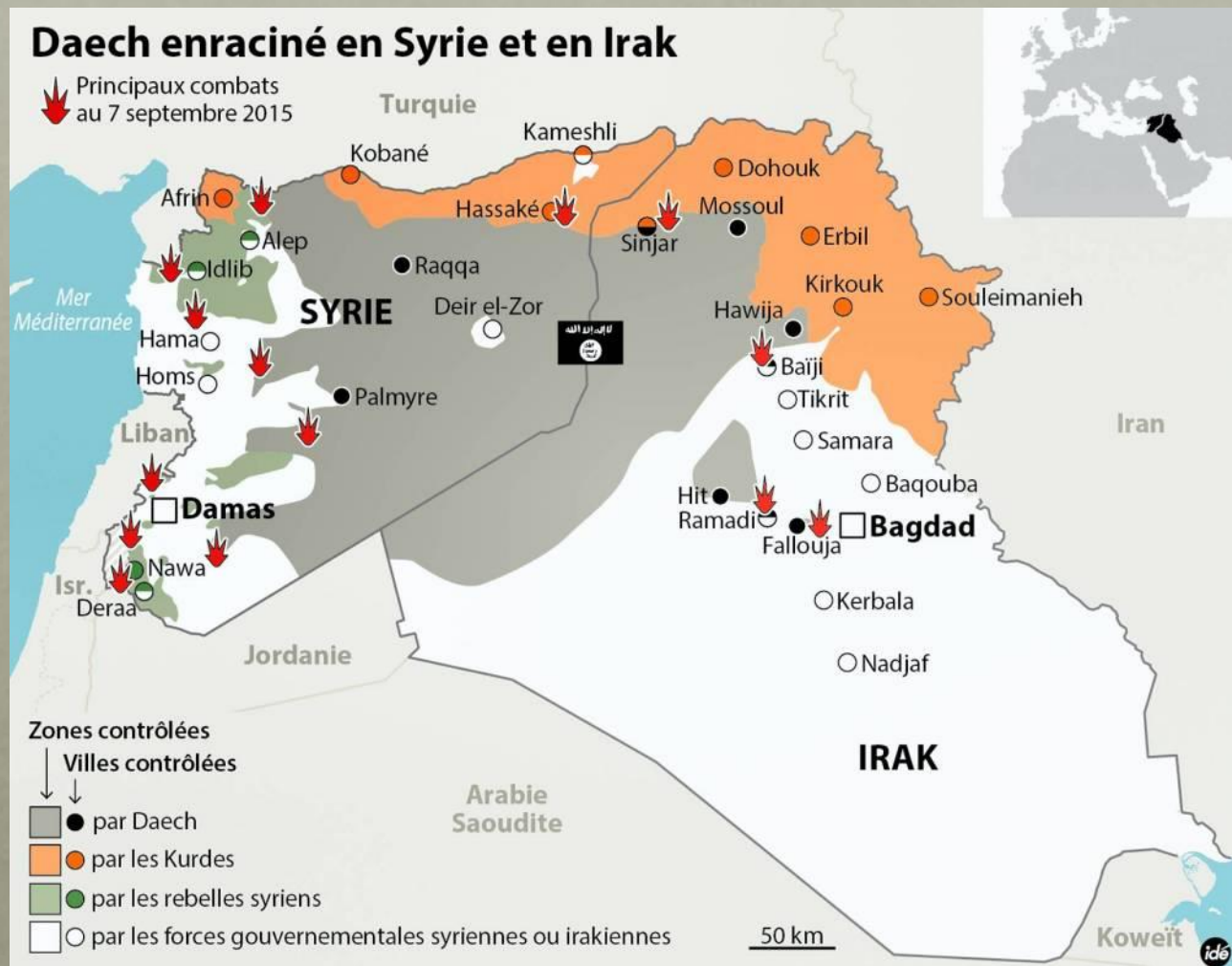
- Si la **radicalisation islamique**, d'abord avec Al-Qaïda, devient plus visible après le 11 septembre puis avec le projet territorial de l'EI ou Daech après la proclamation du califat le 29 juin 2014 et divers attentats en Europe, **qu'en est-il aujourd'hui à la fin de 2018 ?**
- **On suppose connues les informations données en mars 2018.**
- **Seuls seront donnés ici des faits nouveaux** apparus entre mars et novembre 2018 même si la durée de 6 mois représente peu de choses.

LE RETOUR DE L'OPTIMISME

- **Deux faits majeurs : le premier concerne l'Irak et la Syrie**
- **Daech n'a presque plus de territoire**, ce qui était son projet différenciant cet État d'al-Qaïda qui fonctionnait seulement en mode insurrectionnel. Daech en trois ans a perdu en avril 2018 98 % des territoires contrôlés en 2014-2015.
- Daech n'a plus, si on peut dire, que 2% du territoire irakien et 3 % du territoire syrien, une petite poche le long de la frontière irakienne où sont regroupés les derniers combattants.

LE RETOUR DE L'OPTIMISME

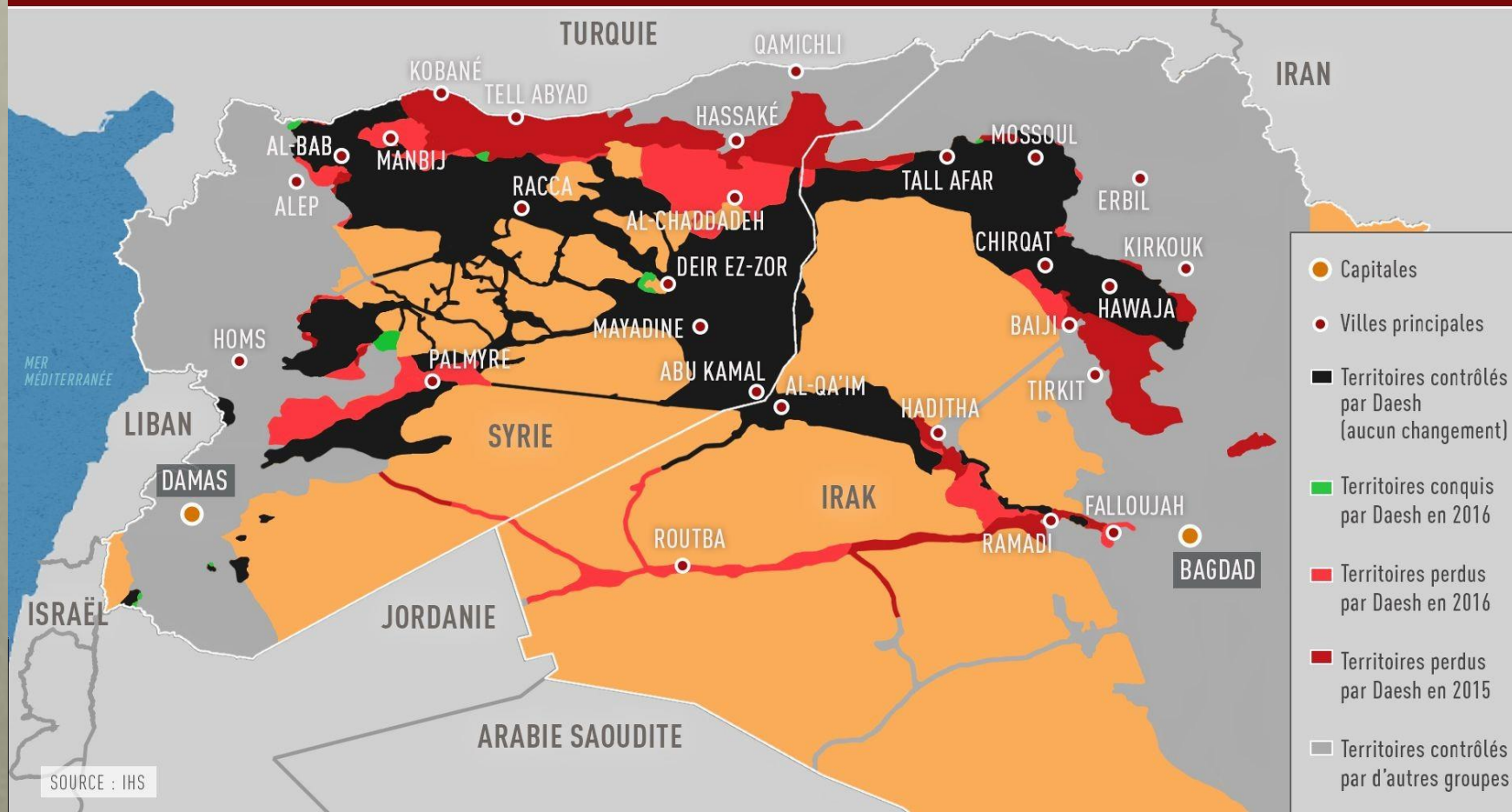
La situation en 2015. Le territoire de Daech en Syrie et en Irak est en gris.



LE RETOUR DE L'OPTIMISME

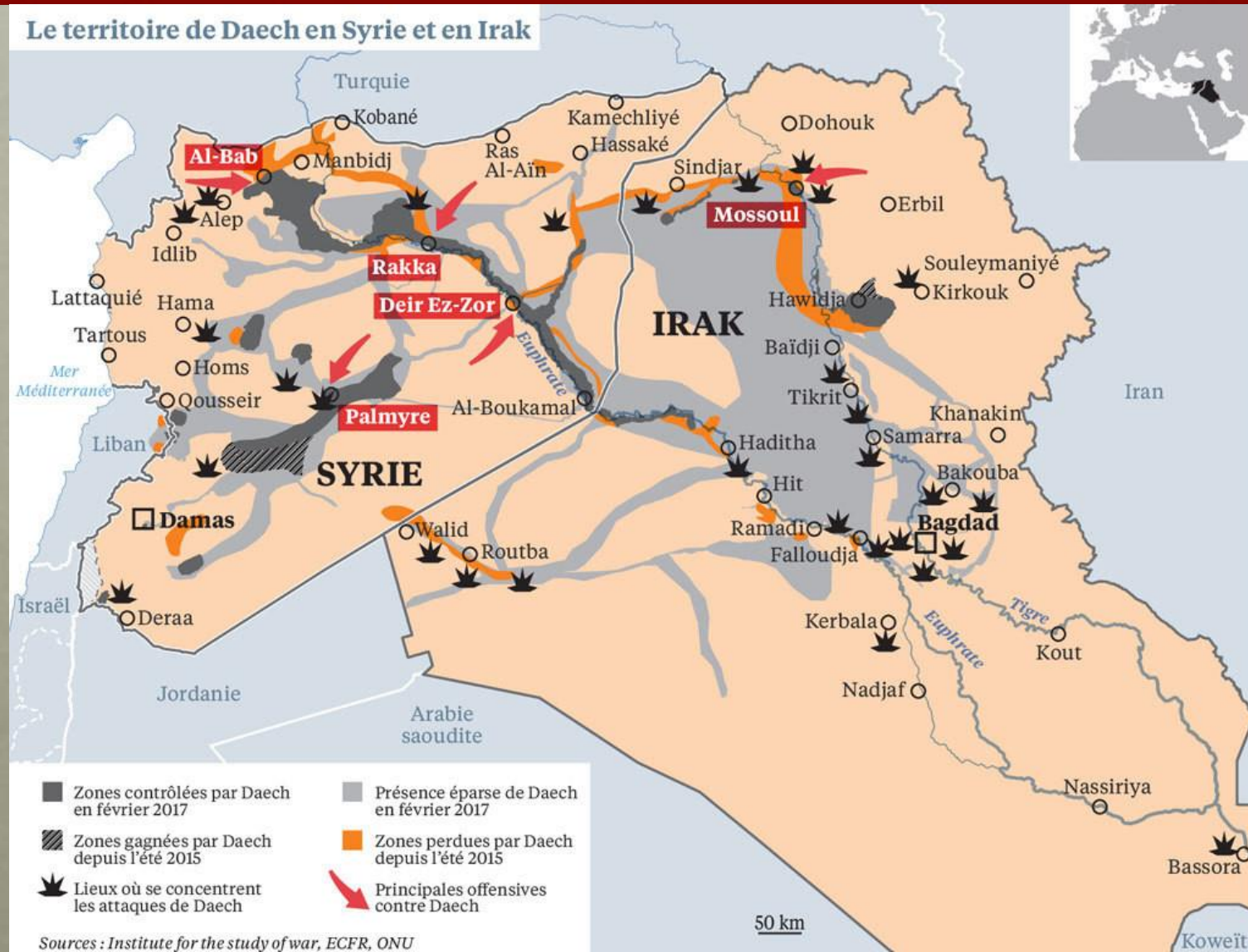
La situation en 2016. Le territoire de Daesh est en noir.

PERTES TERRITORIALES DE DAESH ENTRE JANVIER 2015 ET JUILLET 2016



LE RETOUR DE L'OPTIMISME

La situation en 2017. Le territoire de Daech est en gris.



LE RETOUR DE L'OPTIMISME

La situation le 25 janvier 2018. Le territoire de Daech est en gris. Daech vient de perdre sa capitale Raqqa après sa ville la plus importante, Mossoul.

15:51

MOSSOUL (IRAK)
LE 10 JUILLET 2017



BFM TV

RETRO
2017

DAECH, LA CHUTE EN IRAK ET EN SYRIE

RENDEZ-VOUS
BFMTV

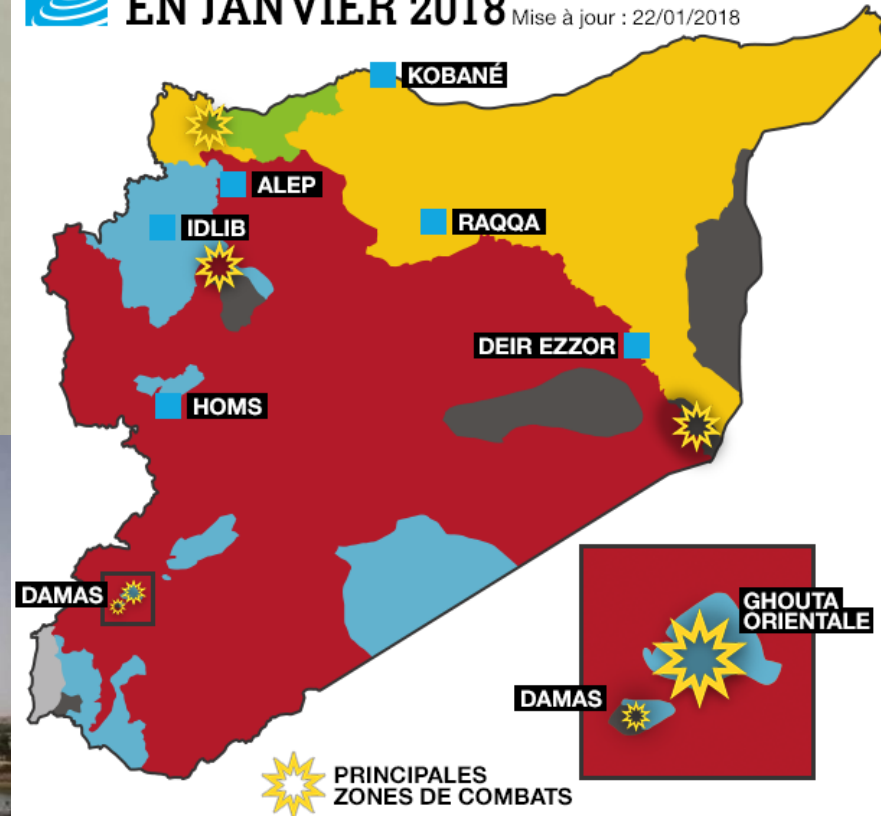
Dimanche, dès 23h30 sur BFMTV
vivez le feu d'artifice des Champs-Élysées en direct

2018 SUR BFMTV
SPECTACLE
EN DIRECT J-3



LA SITUATION EN SYRIE EN JANVIER 2018

Mise à jour : 22/01/2018



- ARMÉE SYRIENNE ET MILICES SUPPLÉMENTAIRES
- FACTIONS REBELLES ET ARMÉE TURQUE
- FACTIONS REBELLES ET ISLAMISTES
- YPG KURDES
- ZONE TENUE PAR LE GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE
- PLATEAU DU GOLAN ANNEXÉ PAR ISRAËL

LE RETOUR DE L'OPTIMISME

La situation en avril 2018. Le territoire résiduel de l'EI (Daech) est en gris. L'EI ne possède plus aucune ville.

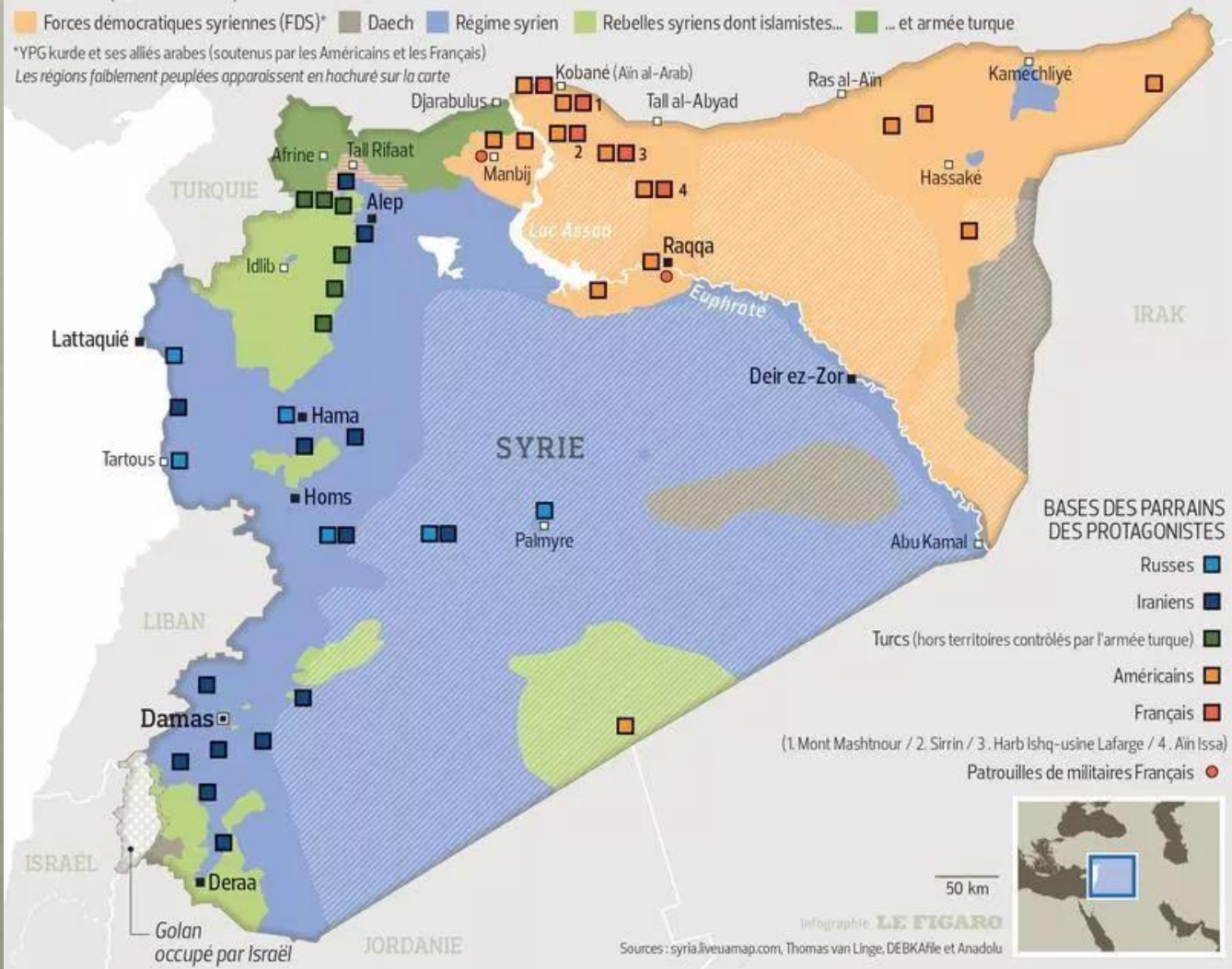
Les nouveaux enjeux du contrôle du nord de la Syrie

CONTRÔLE (OU PRÉSENCE) LE 4 AVRIL 2018

Forces démocratiques syriennes (FDS)* Daech Régime syrien Rebelles syriens dont islamistes... et armée turque

*YPG kurde et ses alliés arabes (soutenus par les Américains et les Français)

Les régions faiblement peuplées apparaissent en hachuré sur la carte



LE RETOUR DE L'OPTIMISME

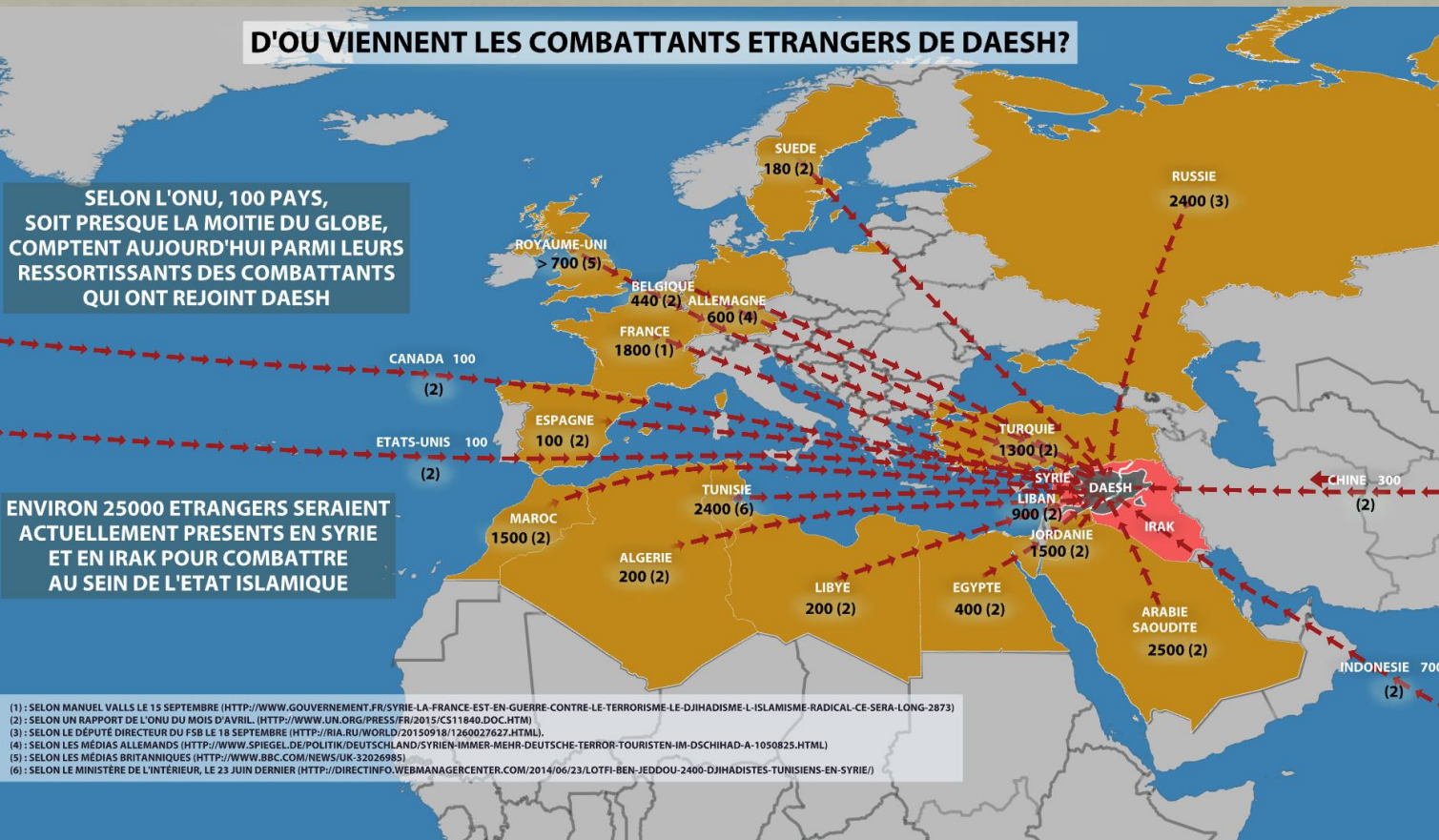
- L'EI a perdu toutes ses ressources économiques, ses centres de formation au combat. Il ne reçoit plus de combattants étrangers.

L'EI a reçu 25 000 combattants étrangers.

D'OU VIENNENT LES COMBATTANTS ETRANGERS DE DAESH?

SELON L'ONU, 100 PAYS, SOIT PRESQUE LA MOITIE DU GLOBE, COMPTENT AUJOURD'HUI PARMI LEURS RESSORTISSANTS DES COMBATTANTS QUI ONT REJOINT DAESH

ENVIRON 25000 ETRANGERS SERAIENT ACTUELLEMENT PRESENTS EN SYRIE ET EN IRAK POUR COMBATTRE AU SEIN DE L'ETAT ISLAMIQUE



(1) : SELON MANUEL VALLS LE 15 SEPTEMBRE ([HTTP://WWW.GOUVERNEMENT.FR/SYRIE-LA-FRANCE-EST-EN-GUERRE-CONTRE-LE-TERRORISME-LE-DJIHADISME-L-ISLAMISME-RADICAL-CE-SERA-LONG-2873](http://www.gouvernement.fr/syrie-la-france-est-en-guerre-contre-le-terrorisme-le-djihadisme-l-islamisme-radical-ce-sera-long-2873))
(2) : SELON UN RAPPORT DE L'ONU DU MOIS D'AVRIL. ([HTTP://WWW.UN.ORG/PRESS/FR/2015/CS11840.DOC-HTML](http://www.un.org/press/fr/2015/CS11840.DOC-HTML))
(3) : SELON LE DÉPUTÉ DIRECTEUR DU FSF LE 18 SEPTEMBRE ([HTTP://RIA.RU/WORLD/2015/09/18/1260027627.HTML](http://RIA.RU/WORLD/2015/09/18/1260027627.HTML))
(4) : SELON LES MÉDIAS ALLEMANDS ([HTTP://WWW.SPIEGEL.DE/POLITIK/DEUTSCHLAND/SYRIEN-IMMER-MEHR-DEUTSCHE-TERROR-TOURISTEN-IM-DSCHIHAD-A-1050825.HTML](http://www.spiegel.de/politik/deutschland/syrien-immer-mehr-deutsche-terror-touristen-im-dschihad-a-1050825.html))
(5) : SELON LES MÉDIAS BRITANNIQUES ([HTTP://WWW.BBC.COM/NEWS/UK-32026985](http://www.bbc.com/news/uk-32026985))
(6) : SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, LE 23 JUIN DERNIER ([HTTP://DIRECTINFO.WEBMANAGERCENTER.COM/2014/06/23/LOTFI-BEN-JEDDOU-2400-DJIHADISTES-TUNISIENS-EN-SYRIE/](http://directinfo.webmanagercenter.com/2014/06/23/LOTFI-BEN-JEDDOU-2400-DJIHADISTES-TUNISIENS-EN-SYRIE/))

LE RETOUR DE L'OPTIMISME

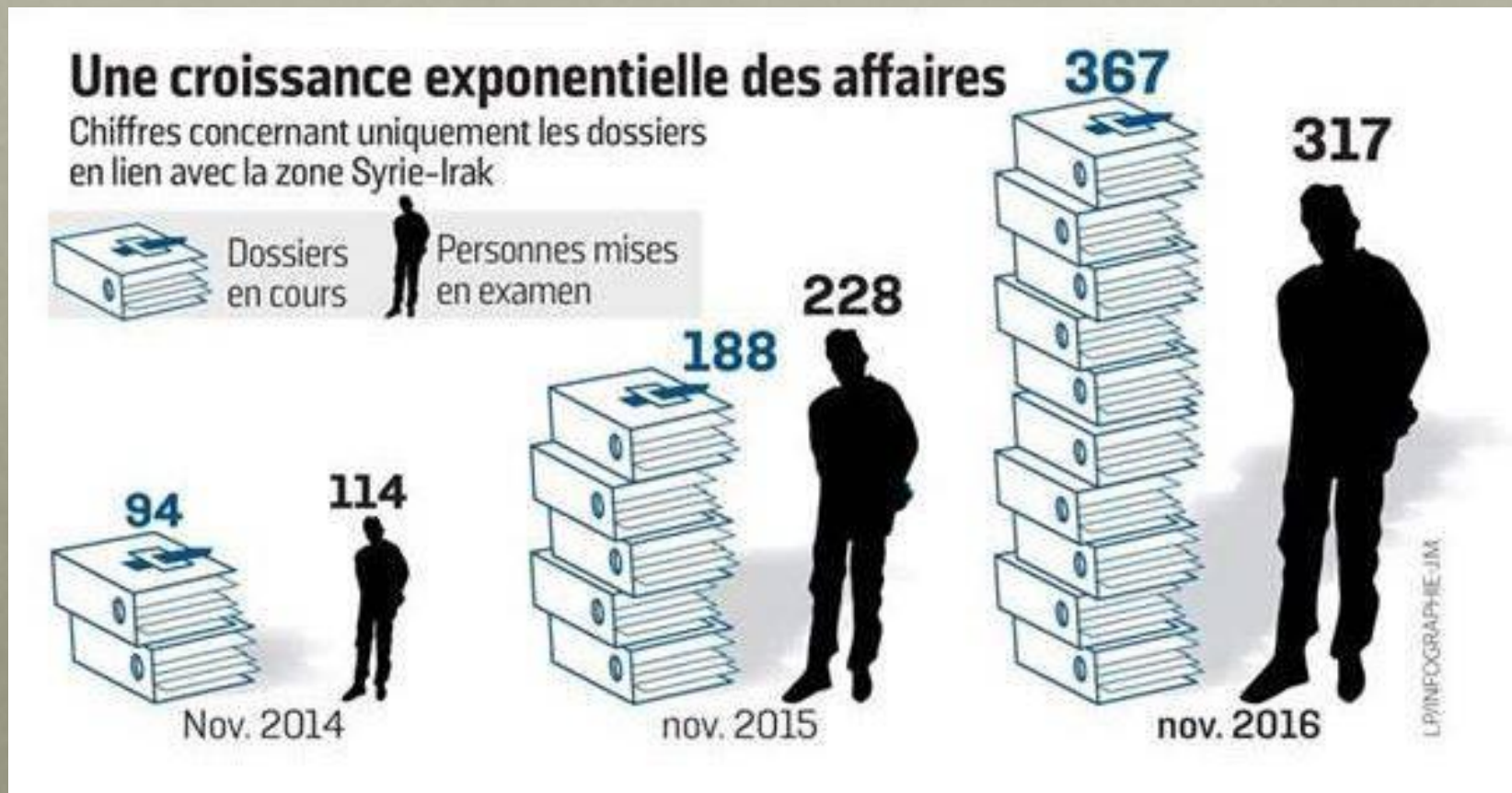
- L'EI a eu deux autres échecs majeurs :
- **Tout d'abord**, son **incapacité à fédérer** des peuples différents sous l'égide du califat.
- Ensuite, son **incapacité à devenir un État-providence** pour remédier aux échecs des États précédents, comme cela avait été promis :
 - - *L'EI s'est emparé dès 2014 des camions de pompiers, des camions-poubelles, des ambulances, des générateurs, des réservoirs d'eau et des équipements de secours fournis aux conseils locaux. Il a été mis un terme aux subventions fournies par les États-Unis qui servaient à payer les enseignants locaux.*
 - - *Les prix des biens de première nécessité ont flambé et une pénurie de nourriture et de médicaments s'est installée. Il en fut de même pour l'eau ou l'électricité (3 h par jour à Raqqa).*
- Ce souvenir du suicide de l'EI sera durable. C'est **l'idée même du califat qui est durablement disqualifiée**. Pas seulement en Jordanie avec la vidéo du pilote brûlé qui a retourné l'opinion. **Il faudra inventer autre chose.**

LE RETOUR DE L'OPTIMISME

- Le **deuxième fait devenu patent en 2018 est très important** : en France, **il n'y a plus de départ pour l'Irak ou la Syrie**. Il n'y en a pas non plus pour le Sahel ou la Libye.
- Cela signifie qu'il n'y aura plus de formation militaire, en particulier aux explosifs militaires.
- Quelques rares Français ont quitté la Syrie et l'Irak pour aller en Afghanistan. Il n'y a plus de retours en France.
- Les seuls retours ont été ceux de femmes accompagnées par des enfants venus d'Irak.

LE RETOUR DE L'OPTIMISME

En conséquence, le nombre des saisines de la justice antiterroriste est redescendu en 2018 au niveau de 2014 après le maximum de 2016.



LE RETOUR DE L'OPTIMISME

Il en est de même en Allemagne : aucun départ nouveau depuis mai 2018.

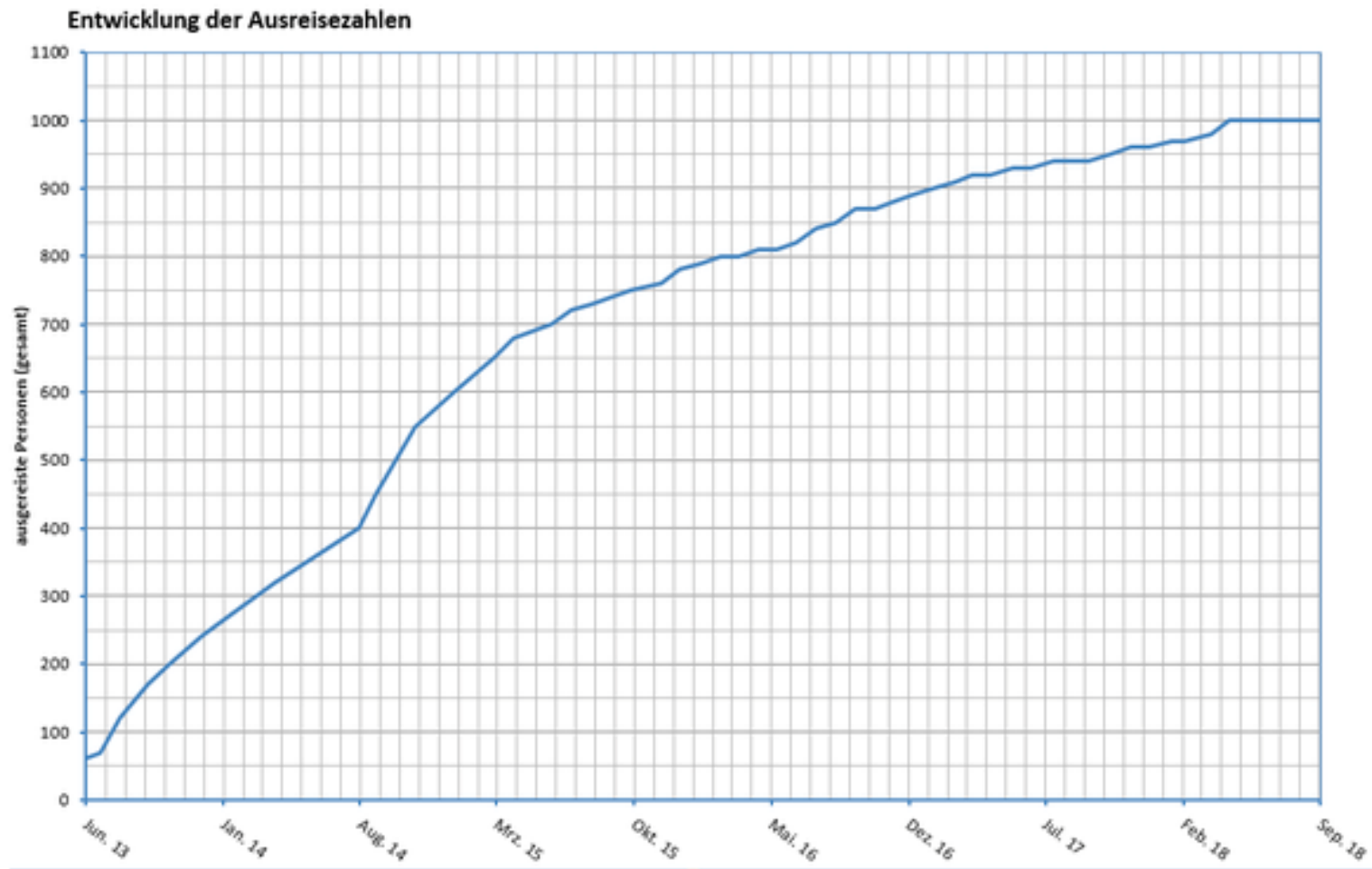
Entwicklungen der Ausreisezahlen

	Jan	Feb	Mrz	Apr	Mai	Jun	Jul	Aug	Sep	Okt	Nov	Dez
2013	*)	*)	*)	*)	50	70	120	*)	170	200	*)	240
2014	270	*)	320	*)	*)	*)	*)	400	450	*)	550	*)
2015	600	*)	650	680	*)	700	720	730	740	750	760	780
2016	790	800	800	810	810	820	840	850	870	870	880	890
2017	900	910	920	920	930	930	940	940	940	950	960	960
2018	970	970	980	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000			

Tabelle „Islamistisch motivierte Reisebewegungen in Richtung Syrien/Irak“, Atand:
18. September 2018

*) keine Angabe, da keine geeigneten statistischen Informationen

LE RETOUR DE L'OPTIMISME



 Vergrößern

© Bundesamt für Verfassungsschutz

Diagramm „Entwicklung der Ausreisezahlen“, Stand: 18. September 2018

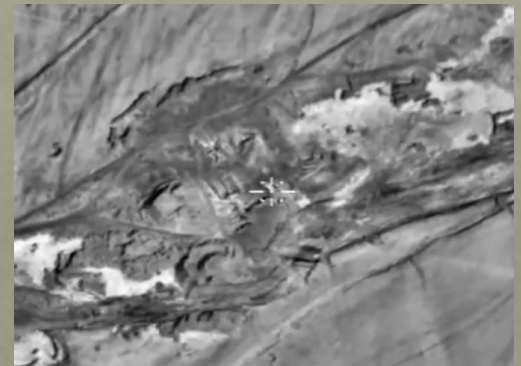
LE RETOUR DE L'OPTIMISME

- Il y a actuellement 511 procédures judiciaires en cours. Elles concernent de moins en moins des personnes ayant commis des actes en Irak ou en Syrie ou en France.
- Il y a 137 investigations financières (contre 33 en 2016) résultant des 224 signalements de Tracfin transmis en 2017. Dans les deux sens, les transferts monétaires ne sont plus possibles.

MAIS UN OPTIMISME TRÈS MESURÉ

- Houdaïfa al-Badri, un des 5 enfants du calife de l'État islamique a été tué par une frappe russe à Homs en juillet 2018.
- Un informateur infiltré dans le premier cercle du calife autoproclamé Abou Bakr al-Baghdadi, à Badiat al-Cham, donne aux Iraniens l'heure d'arrivée du calife à une réunion de son état-major en octobre 2018 (la prime américaine est de 25 millions de \$).
- Plusieurs missiles sont envoyés à l'heure indiquée. Mais le calife était en retard. Son adjoint Ali al-Machadani est tué, mais le calife a échappé une nouvelle fois à la mort.

Le calife vit actuellement entre Hajin en Syrie et Baaj en Irak (ouest de Mossoul). Il s'est exprimé en septembre 2017 puis le 22 août 2018.



MAIS UN OPTIMISME TRÈS MESURÉ

- Cependant, depuis plusieurs mois, **la situation n'évolue que très peu faute de troupes** au sol (les Kurdes sont partis à l'ouest de la Syrie).
- Les **Forces démocratiques syriennes (FDS)** qui avaient pris Raqqa, la capitale de l'EI (Daech) ont été **redéployées dans le nord-ouest** en raison de l'offensive turque dans le canton d'Afrin, tenu par les milices kurdes syriennes.
- L'EI avait perdu sa dernière ville, Abu Kamal, en décembre 2017.

MAIS UN OPTIMISME TRÈS MESURÉ

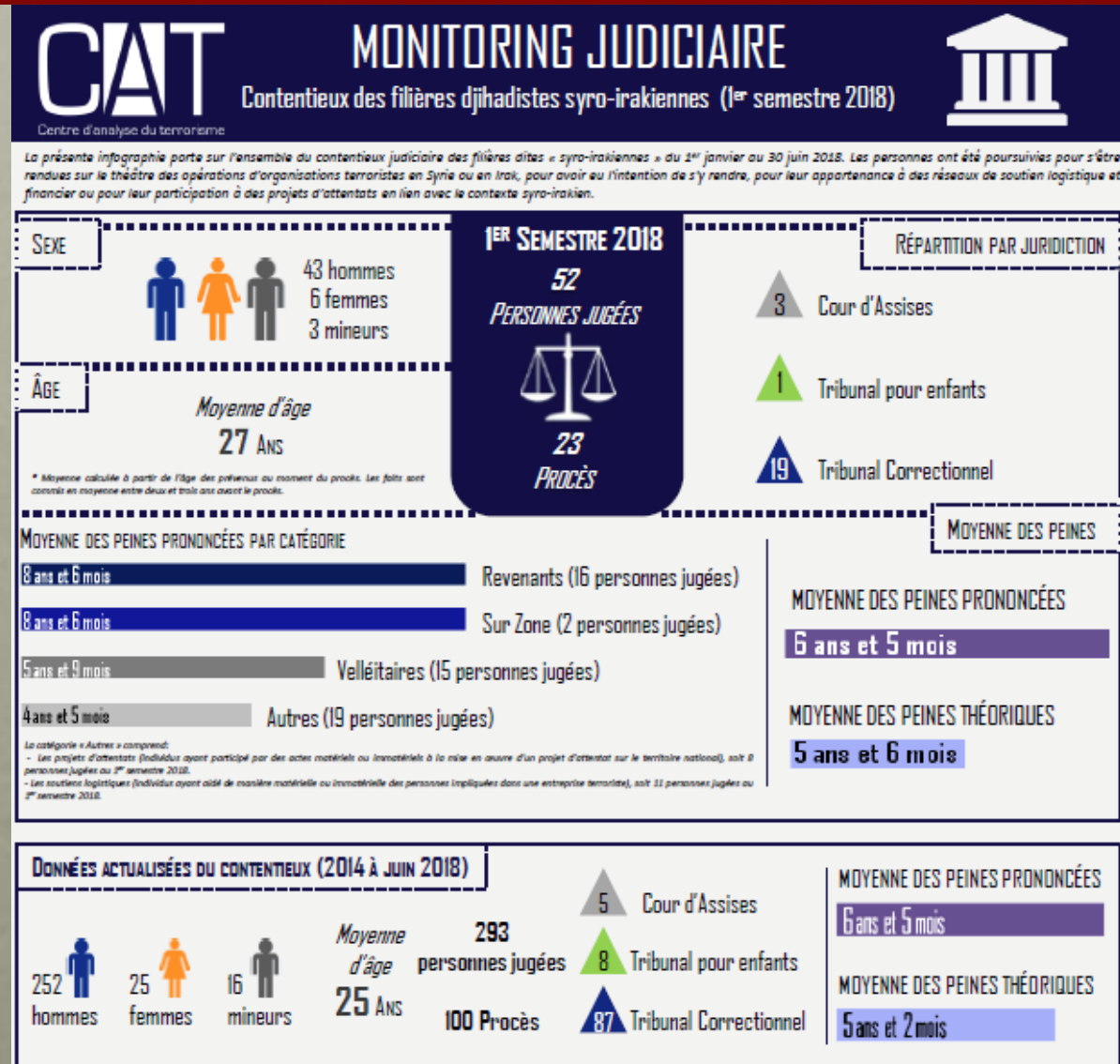
- La radicalisation a surtout nourri, comme aux Etats-Unis, des **controverses et des livres polémiques de nature essentialiste et très peu d'études sérieuses** de terrain (Farhad Khosrokhavar ou Ariel Planeix).
- **Deux débats, dépourvus de tout sens, car ils éludent les questions sociales :**
- **Quelle est « la » cause de la radicalisation** avec de nombreuses **réponses, toutes plus absurdes les unes que les autres tant qu'on ne perçoit pas ce fait comme un « fait social total »**. Les « spécialistes » universitaires, dépourvus de connaissances de théologie musulmane, ont un grand mal à comprendre ce qui se passe.
- **La radicalisation religieuse est -elle liée à la nature même de l'islam ou à une « culture » musulmane ?** La bonne question est de savoir pourquoi une radicalisation politique prend un islam imaginaire pour prétexte dans les zones jihadogènes dépourvues d'utopies alternatives. Un concurrent du salafisme jihadiste, une utopie régressive, est le populisme identitaire, autre révolte contre les inégalités.

MAIS UN OPTIMISME TRÈS MESURÉ

- *« Le manque d'études de terrain pousse les spécialistes à extrapoler à partir des rares constatations disponibles, estime Laurent Bonelli. On peut bâtir des raisonnements à partir de propriétés distinctives communes à certains djihadistes, mais cela ne veut pas dire qu'elles expliquent tout, ni que toute personne porteuse de cette propriété est susceptible de basculer dans la violence. »*
- *Le politiste Luis Martinez est plus catégorique : « Pour l'heure, sur le plan universitaire, l'Organisation de l'État islamique et ses recrues venues d'Occident ne peuvent être considérées comme un sujet d'étude. Il faudrait pouvoir mener une enquête à grande échelle pour interroger ces djihadistes. Or c'est impossible pour des raisons évidentes de sécurité. »* Nous n'avons pas de données complètes à grande échelle.
- *Le plus souvent ne reste alors que la piste des djihadistes emprisonnés — « même là, attention aux motivations élaborées a posteriori », prévient Laurent Bonelli. Le journaliste David Thomson ainsi que le duo Puchot-Caillet ont néanmoins fait œuvre de pionniers en interrogeant directement des djihadistes « actifs ».*
- *Il faudrait aussi pouvoir lire les travaux arabes majeurs comme ceux de Marwan Shehadeh sur la transformation du discours salafiste ou de Mohamed Abou Roumane sur la pensée islamique.*

MAIS UN OPTIMISME TRÈS MESURÉ

- Autre remarque : peu de décisions de justice pour 2 600 personnes concernées : 52 personnes pour le premier semestre 2018.



MAIS UN OPTIMISME TRÈS MESURÉ

16^{ème} Chambre – Tribunal Correctionnel

Samy Rettoun originaire de Montargis part en juin 2014 rejoindre son frère **Yassine**, parti combattre au sein de l'État Islamique en Syrie. Il est jugé le 26/06/2018 par la 16^{ème} chambre du tribunal correctionnel de Paris en compagnie de son père **Farid Rettoun** et de son ex-épouse **Sana Chaguer**. Le premier est prévenu d'avoir apporté un soutien logistique à cette dernière afin qu'elle rejoigne son fils sur zone. Elle, est prévenue de l'avoir rejoint. **Samy Rettoun** apparaît dans la vidéo «*Rencontre concernant les attaques bénies de Paris*», produite par l'office de propagande officiel de l'EI Al Hayat. Il y fait l'apologie des attentats de janvier 2015 et incite à commettre d'autres actions violentes sur le territoire national. Ils sont condamnés à des peines allant d'un an et demi à 10 ans de prison ferme.

Cour d'Assises spécialement composée

Rodrigue Quenum et **Mounir Diawara**, deux toulousains âgés de 24 ans comparaissent le 06/04/2018 devant la Cour d'Assises spécialement composée. Ils sont accusés d'avoir combattu de mai à août 2013 au sein du groupe Jabhat al Nosra puis de l'EI. En février 2013 c'est à dire 2 mois avant son départ, **Rodrigue Quenum** est exclu d'un lycée professionnel de Toulouse pour avoir prié dans son enceinte. L'importance du quantum de 15 ans assorti d'une période de sûreté des deux tiers infligés aux deux accusés s'explique notamment par une image récupérée en perquisition le montrant brandissant une tête coupée. L'avocat général avait requis 20 ans de réclusion criminelle assortie d'une période de sûreté des deux tiers.

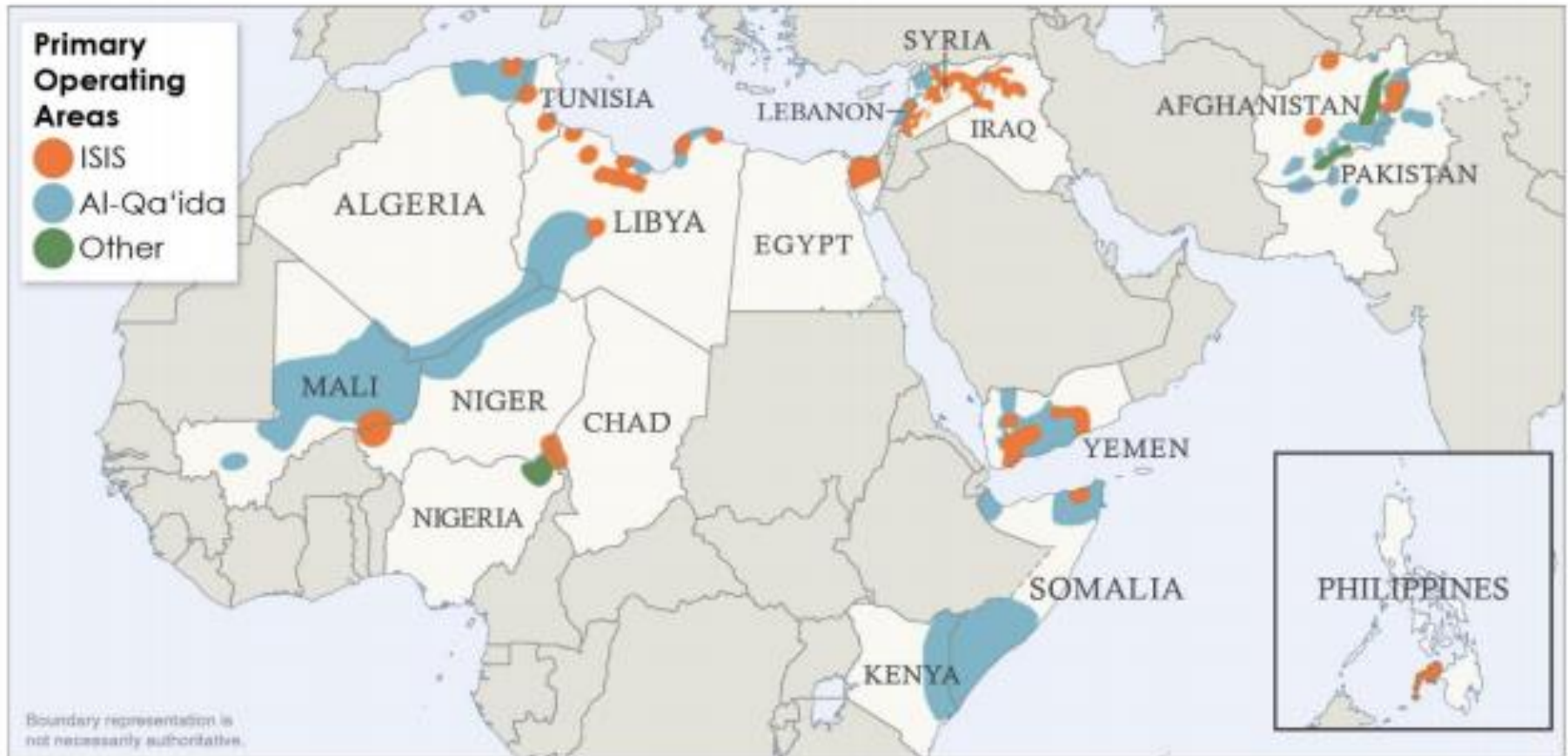
16^{ème} Chambre – Tribunal Correctionnel

Âgée de 20 ans au moment de son jugement le 07/05/2018, **Chada Darraz** comparait pour des vellétés de départ sur zone ainsi qu'un projet d'attentat embryonnaire contre des militaires de l'opération Sentinelle à Nice. Le 2 septembre 2016 elle sort de chez elle avec Emma, une amie mineure au moment des faits, dans le but de tuer un soldat au couteau. La menace d'un passage à l'acte a été prise très au sérieux par les services d'enquêtes, un testament rédigé le 31 août 2016 ayant été retrouvé chez elle en perquisition. En contact régulier avec **Rachid Kassim**, elle souhaitait répondre à l'appel lancé par ce dernier à frapper sur le sol français. Elle est condamnée à une peine de 4 ans dont 18 mois de sursis avec mise à l'épreuve.

Exemples de jugements du premier semestre 2018.

D'AUTRES FOYERS SONT POSSIBLES

Sunni Violent Extremists' Primary Operating Areas as of 2017



LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

- 13 juillet 2018 : Plan d'action contre le terrorisme (PACT).
- Il fait suite aux plans précédents : plan du 23 avril 2014, France – Premier plan de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes (PLAT) présenté par le ministre de l'intérieur (plan renforcé en 2015) et le Plan du 9 mai 2016 Plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme (PART), enfin le plan national « prévenir pour protéger » du 23 février 2018.
- Les plans de 2018 comportent 60 mesures, mais toutes n'ont pas été annoncées.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL



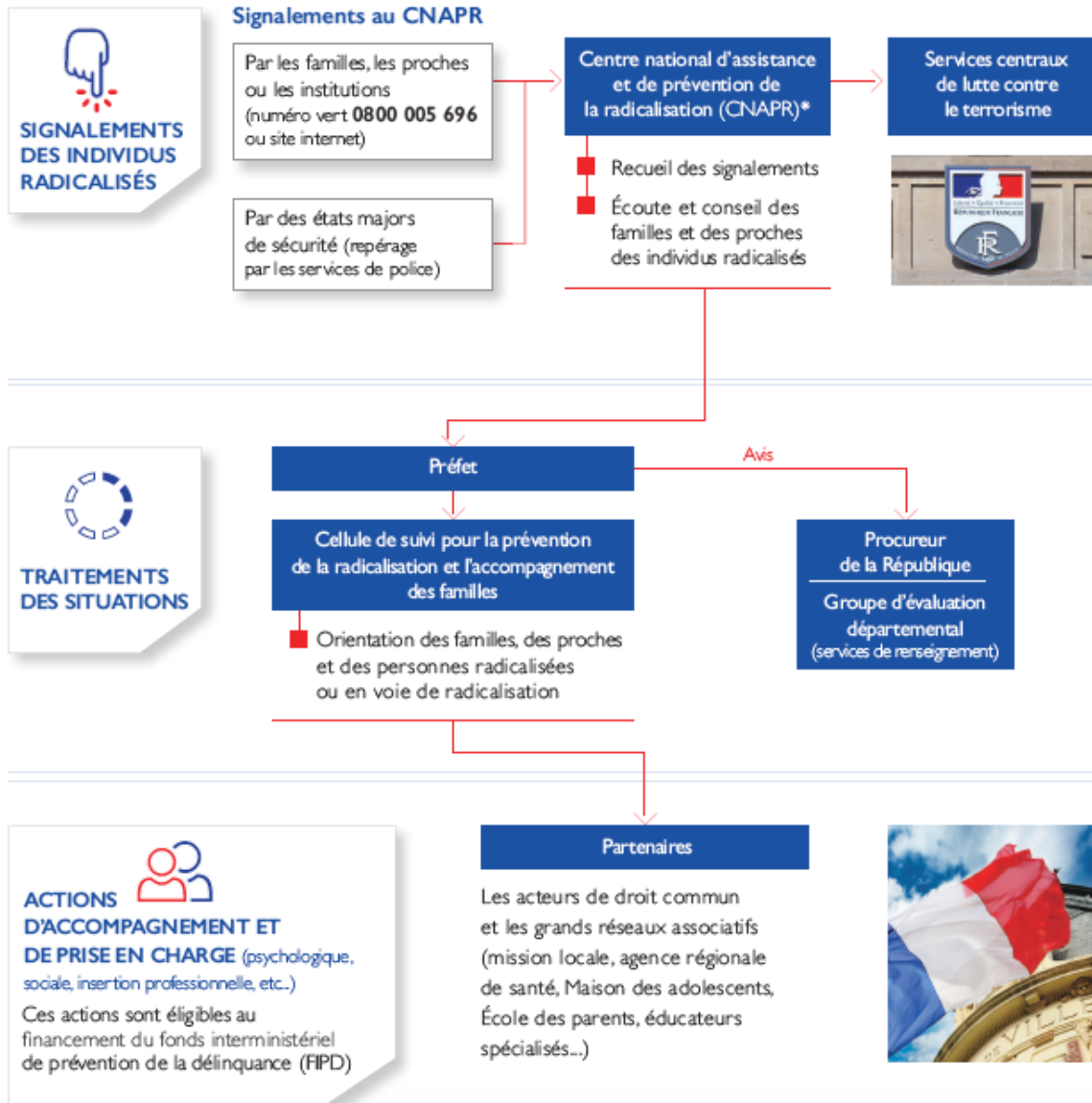
Edouard Philippe (au centre) présente à Lille le 23 février 2018 les 60 mesures du Plan de lutte contre la radicalisation entouré de tous les ministres concernés.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

**Les 60 mesures
pour réorienter
la politique
de prévention**

- 60 mesures ont été annoncées.
- Toutes ne l'ont pas été (et ne peuvent pas l'être).
- Des plans départementaux ont été ajoutés en fin d'année.

PRÉVENTION DE LA RADICALISATION du signalement à la prise en charge préventive



*pilotage de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste UCLAT

LE SCHÉMA DU NOUVEAU PLAN

- Le but est d'éviter la dispersion.
- Il est aussi d'éliminer les discussions superficielles.
- Ce plan est provisoire et sera modifié en fonction des résultats d'enquêtes en cours.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

- 1) **Prémunir les esprits face à la radicalisation**
- 2) **Compléter le maillage détection/prévention**
- 3) **Comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation**
- 4) **Professionnaliser les acteurs locaux et évaluer les pratiques**
- 5) **Adapter le désengagement.**

Il s'agit de compléter la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, adoptée dès octobre 2017.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

• 1) Prémunir les esprits face à la radicalisation : 18 mesures

I.1 INVESTIR L'ÉCOLE

I.1.1 Défendre les valeurs de l'École républicaine

Mesure 1 : Développer les dispositifs de soutien à la laïcité aux niveaux national et académique, en les adaptant aux besoins locaux. Renforcer la formation aux valeurs républicaines des enseignants et de l'ensemble des personnels de la communauté éducative.

Mesure 2 : Développer plus particulièrement dans les quartiers sensibles les plans « devoirs » et « mercredis » pour mieux accompagner les élèves dans leurs apprentissages y compris en matière d'éducation aux médias, sur les temps scolaires et périscolaires.

I.1.2 Fluidifier la détection dans l'ensemble des établissements scolaires

Mesure 3 : Diffuser dans l'ensemble des établissements scolaires le guide établi par l'Éducation nationale à l'attention des chefs d'établissements afin de fluidifier encore davantage la détection dans les établissements relevant de l'Éducation nationale. Sur la base de kits de formation conçus et mis à disposition par le SG-CIPDR, former les policiers et les gendarmes exerçant déjà des missions de prévention et de proximité auprès des établissements scolaires pour améliorer les actions de prévention de la radicalisation et la détection des indicateurs de basculement.

Mesure 4 : Diffuser le guide et les formations développées par l'Éducation nationale dans les lycées maritimes, agricoles, militaires et dans les centres de formation des apprentis (en lien avec les régions), afin de faciliter la détection et l'accompagnement des jeunes signalés. Dans l'enseignement agricole, étendre les formations dispensées aux personnels de direction, aux équipes pédagogiques et éducatives, et favoriser l'utilisation des outils existants tant en interne qu'en externe.

La défense de la laïcité doit se faire prioritairement dans les territoires menacés par des pensées extrémistes.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

1.1.3 Travailler en réseau dans le contrôle de la scolarisation en établissements d'enseignement hors contrat et de l'instruction dans la famille

Mesure 5 : Faire évoluer le régime juridique encadrant l'ouverture des établissements d'enseignement privés hors contrat en unifiant les trois régimes déclaratifs actuels et en renforçant leur efficacité.

Mesure 6 : Au niveau national, spécialiser des équipes d'inspecteurs académiques et diffuser au niveau territorial un guide de bonnes pratiques sur les contrôles des établissements d'enseignements privés hors contrat.

Mesure 7 : Au niveau départemental, mettre en place une formation restreinte de la cellule de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles (CPRAF), pour coordonner les contrôles des établissements hors contrat et des situations d'instruction à domicile en cas de suspicion de radicalisation.

Mesure 8 : En cas de signalement de radicalisation et sous le pilotage du préfet, améliorer la fluidité de la transmission de l'information avec le maire et l'inspection académique. L'objectif étant de s'assurer du caractère exhaustif du recensement des enfants soumis à l'obligation scolaire et d'accélérer la mise en œuvre des contrôles obligatoires en matière d'instruction dans la famille. Les services académiques doivent s'assurer que le suivi de la situation du mineur se fasse dans les meilleures conditions.

1.1.4 Renforcer les défenses des élèves

Mesure 9 : Prémunir les élèves face au risque de radicalisation dans l'espace numérique et aux théories du complot en systématisant l'éducation aux médias et à l'information (EMI), tout en développant leur pensée critique et la culture du débat.

Mesure 10 : Poursuivre la formation pédagogique des personnels, développer les ressources et outils à disposition (www.eduscol.education.fr; www.reseau-canope.fr; www.cleml.fr)

À Tomblaine, un projet de création d'école secondaire existe depuis un certain temps. La mosquée fournit un cours d'arabe dans un contexte culturel et non culturel et laïque.

L'usage des outils protégeant contre les infos et les croyances en l'existence de complots est un élément essentiel.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

I.2 IMPLIQUER LES ACTEURS DE L'INTERNET DANS LA PROTECTION DES CITOYENS

I.2.1 Améliorer le retrait de contenus

Mesure 11 : Enrayer efficacement la diffusion de la propagande terroriste sur internet en accompagnant dans sa mission l'Ambassadeur pour le numérique, chargé de mener un dialogue direct avec les grandes plateformes numériques avec pour objectif prioritaire la mise en place d'outils automatiques d'identification et de retrait afin que les contenus puissent être retirés moins d'une heure après leur mise en ligne.

Mesure 12 : En l'absence de coopération volontaire des plateformes et réseaux sociaux d'ici mai 2018, soutenir une initiative législative européenne appuyée sur une étude d'impact de la Commission.

Mesure 13 : À partir du système IRMa (*Internet Referral Management application*), finaliser la construction d'une base de données européenne de contenus illicites par Europol.

I.2.2 Lutter contre l'enfermement algorithmique

Mesure 14 : Soutenir les travaux de recherche appliquée sur les processus d'enfermement algorithmique. Contribuer au développement d'outils pour sortir de l'exposition à des contenus susceptibles d'encourager une dérive radicale et promouvoir efficacement le contre-discours.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

I.3 DÉVELOPPER LE CONTRE DISCOURS

I.3.1 Mobiliser avant tout les acteurs de la société civile dans le contre discours

Mesure 15 : Poursuivre la coopération avec les acteurs de l'internet et soutenir, notamment dans le cadre du Forum de l'Union européenne sur l'internet, les efforts des organisations de la société civile impliquées dans le contre discours.

Mesure 16 : Développer l'offre de formation et le soutien de l'UE envers les acteurs francophones du contre-discours dans le cadre du réseau européen de sensibilisation à la radicalisation (RAN) et de l'organisation internationale de la francophonie (OIF).

Mesure 17 : Encourager le contre discours républicain sur plusieurs registres (y compris humoristique, artistique et religieux) porté par différents intervenants (intellectuels, sportifs et militants internautes) auprès de publics divers, notamment les jeunes et les femmes.

I.3.2 Poursuivre un contre discours institutionnel ciblé

Mesure 18 : Poursuivre le développement d'un contre discours institutionnel ciblé, pour encourager le signalement de jeunes radicalisés (numéro vert : 0 800 005 696) et des contenus illicites (pharos : <https://www.internet-signalement.gouv.fr/>), accompagner le soutien à la parentalité, lutter contre le conspirationnisme, valoriser notre action militaire extérieure dans le cadre de la lutte contre les groupes terroristes et la stabilisation des zones de conflit.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

2. Compléter le maillage détection / prévention

2.1 DANS LES ADMINISTRATIONS

Mesure 19 : Concernant les agents publics exerçant des missions de souveraineté nationale, accompagner les ministères dans la mise en œuvre des enquêtes administratives prévues par l'article L114-1 du code de la sécurité intérieure modifié par la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme du 30 octobre 2017 et les suites à leur donner.

Mesure 20 : S'agissant des autres agents publics, et plus particulièrement de ceux dont l'activité les met en contact régulier avec des mineurs, engager une réflexion par le ministère de l'Action et des Comptes publics, en lien avec les ministères concernés, notamment le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Justice, pour mobiliser et compléter les instruments juridiques permettant d'écarter de ses fonctions un agent public en contact avec des publics sur lesquels il est susceptible d'avoir une influence, et dont le comportement porte atteinte aux obligations de neutralité, de respect du principe de laïcité, voire comporte des risques d'engagement dans un processus de radicalisation. Ses conclusions seront remises avant la fin du premier trimestre 2018.

2.2 DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Mesure 21 : En fonction de la situation locale, inciter les collectivités territoriales à nommer des référents (élus et/ou coordonnateurs de conseils locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance — CLSPD/CISPD — afin de renforcer et sécuriser l'échange d'informations avec les CPRAF et améliorer les dispositifs de détection, de signalement et de prise en charge des personnes radicalisées.

Mesure 22 : Élaborer un cadre national de formation en direction des élus, destiné à être décliné au niveau territorial en vue d'intensifier les actions de formation des agents territoriaux, en liaison avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), le Conseil national de la formation des élus locaux et les organismes agréés.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

2.3 DANS LE SPORT

Mesure 23 : Développer une culture commune de la vigilance dans le champ sportif en lien avec les référents « radicalisation » du ministère des Sports. Sensibiliser les cadres techniques des fédérations sportives mais aussi ceux qui organisent des activités physiques et sportives non instituées (musculature, fitness, paintball, air soft, etc.). Sensibiliser par ailleurs les directeurs des sports des municipalités (réseau association nationale des directeurs d'installations et des services des sports — ANDISS — en vue de développer les signalements dans le cadre des dispositifs existants auprès des préfets.

Mesure 24 : Intégrer la prévention de la radicalisation à la formation interfédérale des éducateurs sportifs et des formateurs de formateurs.

Mesure 25 : Sous la coordination locale du préfet de département, développer les actions de contrôle administratif et les orienter vers les disciplines et les territoires impactés par la radicalisation. Dès l'annonce du plan national de prévention de la radicalisation, une circulaire interministérielle (ministère de l'Intérieur/ministère des Sports) sera adressée aux préfets (services déconcentrés des sports) pour leur rappeler les mesures administratives applicables et les inciter à programmer les contrôles sur les territoires et disciplines « à risque ».

Mesure 26 : Identifier dans chaque fédération sportive nationale un « responsable de la citoyenneté », au sens large, comme relais auprès des autorités déconcentrées et point de contact pour les forces de sécurité intérieure. Affecter un officier de liaison (gendarmerie ou police) auprès du ministre des Sports.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

2.4 DANS L'ENTREPRISE

Mesure 27 : Amplifier, en lien avec l'État, la sensibilisation des entreprises, des fédérations professionnelles et des réseaux consulaires, avec la création d'une mallette pédagogique spécifique, afin d'uniformiser l'offre de formation sur le repérage des situations à risques, les modalités de signalement aux pouvoirs publics, et les conditions de leur prise en charge dans le fonctionnement de l'entreprise.

Mesure 28 : Au niveau local, organiser le signalement de situations de radicalisation en vue de leur évaluation dans le cadre des groupes d'évaluation départementaux (GED) et d'une éventuelle prise en charge au sein des CPRAF.

Mesure 29 : Renforcer l'articulation entre les préfetures et les Directions régionales des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) sur le thème de la radicalisation, en systématisant la nomination d'un référent pour la prévention de la radicalisation dans les DIRECCTE et en accentuant la mobilisation des DIRECCTE pour appuyer la prise en charge au sein des CPRAF.

Mesure 30 : Sensibiliser les partenaires sociaux réunis au sein de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), avec une régularité annuelle, de façon à avancer dans la prévention de la radicalisation en entreprise en associant organisations syndicales et organisations patronales, auxquels se joindraient en tant que de besoin les services de l'État chargés de la prévention de la radicalisation (SG-CIPDR et ministère de l'Intérieur).

2.5 DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Mesure 31 : Développer la sensibilisation des personnels des structures d'enseignement supérieur et de recherche au phénomène de radicalisation. Mettre à leur disposition des outils et formations pour faciliter la détection et le signalement des situations de radicalisation.

Mesure 32 : Encourager la systématisation de référents « radicalisation » dans les établissements de l'enseignement supérieur, ainsi que la participation des présidents d'université et directeurs d'écoles aux CPRAF.

L'important pour les entreprises est la création de postes de référents et le développement des procédures de signalement.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

3. Comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation

3.1 ANTICIPER LES RECONFIGURATIONS DE LA MENACE JIHADISTE ET LEUR IMPACT SUR NOTRE TERRITOIRE, Y COMPRIS DANS LES DÉPARTEMENTS ET COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER

Mesure 33 : Mettre en place un réseau associant les cellules de prospective des ministères de l'Europe et des Affaires Étrangères des principaux pays européens et voisins des territoires ultramarins concernés, afin de partager les analyses prospectives et les évaluations du phénomène de radicalisation.

Mesure 34 : En tenant compte des dynamiques territoriales, y compris outre-mer, définir les axes de recherche prioritaire sur les questions de radicalisation dans le cadre du conseil scientifique sur les processus de radicalisation (COSPRAD), en multipliant les plateformes d'échanges entre chercheurs, décideurs publics et professionnels (éducateurs, monde sportif, travailleurs sociaux, professionnels de santé mentale, responsables religieux...).

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

3.2 DÉVELOPPER LA RECHERCHE APPLIQUÉE SUR LES ÉVOLUTIONS DU PROCESSUS DE RADICALISATION

Mesure 35 : Permettre à des chercheurs et scientifiques spécialistes de la prévention de la radicalisation d'avoir accès à certaines informations extraites du FSPRT. Une procédure d'agrément sécurisée et des conditions respectant le droit des personnes et la confidentialité des données et des informations opérationnelles seront établies à cette fin.

Mesure 36 : Mobiliser l'ensemble des options pour le financement des doctorats au profit de la prévention de la radicalisation, au sein des collectivités territoriales et des entreprises. Renforcer l'accompagnement des équipes dans la constitution de leurs dossiers de candidature aux fonds européens (H2020) sur la compréhension de la radicalisation.

Mesure 37 : Organiser des États généraux de la recherche et de la clinique en psychologie et en psychiatrie sur la radicalisation et favoriser la diffusion des bonnes pratiques.

C'est là un élément central du dispositif permettant la mise en place d'une nouvelle stratégie afin de diminuer très rapidement les politiques de prévention.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

4. Professionnaliser les acteurs locaux et évaluer les pratiques

4.1 ENCOURAGER L'IMPLICATION DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ, DU TRAVAIL SOCIAL ET DU DROIT DES FEMMES

4.1.1 Mobilisation des professionnels de la santé mentale

Mesure 38 : Renforcer la relation entre les agences régionales de santé (ARS) et les préfetures sur l'articulation santé mentale/prévention de la radicalisation, via des conventions cadres précisant le rôle de chacun. Encourager la généralisation des bonnes pratiques dans les territoires, notamment celles relatives à l'appui apporté par les professionnels de santé mentale. En cellule préfectorale et en fonction des besoins exprimés, favoriser la présence de professionnels de santé et/ou de santé mentale aux côtés des référents de l'ARS.

Mesure 39 : Actualiser les dispositions existantes relatives à l'accès et la conservation des données sensibles contenues dans l'application de gestion des personnes faisant l'objet d'une mesure de soins psychiatriques sans consentement (HOPSY).

4.1.2 Renforcement de la mobilisation des grands réseaux associatifs de travail social

Mesure 40 : Sous l'égide du SG-CIPDR, réaliser un guide commun des pratiques professionnelles référentes en matière de prévention de la radicalisation au profit des grands réseaux associatifs de travail social.

4.1.3 Mobilisation du réseau droits des femmes

Mesure 41 : Associer les équipes territoriales aux droits des femmes et à l'égalité, et leur réseau associatif, au dispositif de prévention de la radicalisation et de suivi des personnes radicalisées.

Le recours aux bénévoles va être progressivement restreint au profit de 25 000 professionnels formés sur la radicalisation venant des 90 structures et associations prenant en charge des personnes. L'évaluation de leur travail va être quantifié et mesuré.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

4.2 RENFORCER LE SUIVI DES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

4.2.1 - Développer et structurer la formation des acteurs

Mesure 42 : Intégrer dans la formation « Valeurs de la République et Laïcité » du Commissariat général à l'égalité des territoires, un module spécifique sur la prévention de la radicalisation.

Mesure 43 : Etablir une cartographie des offres de formation en les catégorisant (cibles, durée, coûts, thèmes abordés) et réaliser un cahier des charges pour les organismes de formation sur la prévention de la radicalisation (SG-CIPDR).

4.2.2 - Accroître le suivi et le contrôle des acteurs de la prise en charge

Mesure 44 : Définir dans un cahier des charges, les critères afférents aux dispositifs de prise en charge des personnes et d'accompagnement des familles.

Mesure 45 : Mettre en place un comité des financeurs pour le suivi des actions soutenues au titre de la prévention de la radicalisation, et partager les évaluations sur les actions mises en œuvre.

L'évaluation du travail des intervenants sera ainsi mieux suivie qu'auparavant.

On entre dans une nouvelle phase où la priorité sera donnée à l'efficacité.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

4.3 DÉVELOPPER L'IMPLICATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS LES PRISES EN CHARGE

Mesure 46 : Développer des actions de coopération entre les collectivités territoriales et les services de l'État dans la prise en charge de personnes présentant des signes de radicalisation, ainsi que dans l'accompagnement de leurs familles. S'appuyer sur les sous-préfets d'arrondissement et les délégués du préfet en fonction des situations, en lien avec les CPRAF ainsi que les opérateurs sociaux de proximité, notamment les caisses d'allocations familiales et les missions locales.

Mesure 47 : Renforcer l'action des conseils départementaux dans le suivi des enfants de familles de retour des zones d'opérations de groupements terroristes en lien avec les CPRAF au niveau local et le SG-CIPDR au niveau national.

Mesure 48 : Généraliser les plans de prévention de la radicalisation dans le cadre des contrats de ville et assurer leur articulation avec les stratégies territoriales de prévention de la délinquance ainsi que l'adaptation des plans départementaux et des contrats locaux de sécurité ou des stratégies territoriales de prévention de la radicalisation.

4.4 DÉVELOPPER L'ÉVALUATION PAR LES RETOURS DE L'EXPÉRIENCE INTERNATIONALE ET LA MOBILISATION DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

4.4.1 Mobiliser l'expertise scientifique

Mesure 49 : Mobiliser l'expertise de la recherche-action dans l'évaluation de la prévention de la radicalisation pour capitaliser les expériences locales et répertorier les bonnes pratiques.

4.4.2 Partager le retour de l'expérience internationale

Mesure 50 : Développer les échanges avec nos partenaires étrangers sur la mise en œuvre de leurs plans nationaux de prévention de la radicalisation, en évaluant particulièrement l'efficacité des mesures de prévention et de désengagement de nos partenaires européens et de l'océan Indien.

Mesure 51 : Mettre en place un centre de ressources européen sur la prévention de la radicalisation, à partir des structures existantes.

Les expérimentations
faites hors de France
doivent être analysées.

Ceci doit déborder le
champ européen.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

5. Adapter le désengagement

5.1 LA RÉINSERTION DES MINEURS DE RETOUR DE ZONES D'OPÉRATIONS DE GROUPEMENTS TERRORISTES

Mesure 52 : Coordonner la mise en place d'une formation interdisciplinaire pour renforcer la professionnalisation des acteurs dans la prise en charge de ces mineurs, sous l'égide du SG-CIPDR en lien avec l'ensemble des écoles de service public.

Mesure 53 : En lien avec les parquets locaux, centraliser au parquet de Paris les informations sur les mineurs de retour de zone d'opérations de groupements terroristes, afin de faciliter la prise en compte de la situation des parents judiciairisés, et d'instruire au besoin des évaluations régulières de la situation des mineurs pour se donner les moyens d'un suivi dans la durée.

Mesure 54 : Veiller localement dans le cadre des CPRAF à la coordination de l'ensemble des acteurs concernés, y compris des ministères de l'Éducation nationale et de la Santé. Développer le suivi social et médico-psychologique au long cours des enfants de retour de zones d'opérations de groupements terroristes en mobilisant la cartographie des ressources pédopsychiatriques disponibles et mobilisables sous le contrôle du juge des enfants.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

5.2 LE SUIVI DES PUBLICS DÉTENUS RADICALISÉS

Mesure 55 : Développer les capacités d'évaluation des détenus radicalisés :

- ▶ par la création de quatre nouveaux quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER) dont un sera réservé à l'évaluation des détenus de droit commun ;
- ▶ pour les femmes détenues, en renforçant l'évaluation pluridisciplinaire par les binômes de soutien ;
- ▶ pour les mineurs, en renforçant, sous le contrôle du juge, l'évaluation pluridisciplinaire par des mesures judiciaires d'investigation éducative (MJIE) ou par l'évaluation réalisée dans le cadre de l'intervention continue des services éducatifs de la PJJ en détention.

Mesure 56 : Concevoir et répartir sur le territoire des quartiers de prise en charge des personnes radicalisées (QPR) pour y accueillir après leur évaluation les détenus majeurs radicalisés et prosélytes nécessitant une prise en charge adaptée et séparée de la détention ordinaire. Adapter le régime spécifique de détention des détenus terroristes et radicalisés en disposant à la fin 2018 d'au moins 450 places en gestion étanche (quartiers d'isolement (QI), QER, QPR et quartiers spécifiques).

Mesure 57 : Développer des programmes de prévention de la radicalisation violente dans l'ensemble des établissements susceptibles d'accueillir des détenus poursuivis pour des faits de terrorisme islamiste. Renforcer le repérage et la prise en charge des troubles psychologiques des détenus radicalisés par les binômes de soutien (psychologues et éducateurs), en cohérence avec la stratégie nationale santé des détenus.

LE NOUVEAU PLAN GOUVERNEMENTAL

5.3 DES CENTRES DE PRISE EN CHARGE INDIVIDUALISÉE POUR DES PUBLICS RADICALISÉS OU EN VOIE DE RADICALISATION PLACÉS SOUS-MAIN DE JUSTICE

Mesure 58 : Créer trois nouveaux centres de prise en charge individualisée pour des personnes radicalisées ou en voie de radicalisation, placées sous-main de justice, à partir du dispositif expérimenté en Ile de France, à Lille, Lyon et Marseille, pilotés par le ministère de la Justice, pour mettre en œuvre une prise en charge individualisée éducative, psychologique et sociale efficiente, avec un référent culturel.

5.4 UN ACCOMPAGNEMENT ET UN SUIVI RENFORCÉS EN APPUI DE CES CENTRES ET EN SORTIE DE DÉTENTION

Mesure 59 : Pour cette prise en charge pluridisciplinaire, mobiliser tous les acteurs concernés au niveau local notamment pour la dimension d'insertion professionnelle, sous la coordination conjointe des préfets de département et des procureurs de la République, en lien avec les services de sécurité. Pour les personnes sous-main de justice non suivies dans de tels centres, et pour les détenus en fin de peine, anticiper la fin du suivi judiciaire et mobiliser ces acteurs locaux pour faciliter leur réinsertion. Pour les détenus mineurs, assurer la continuité de l'intervention éducative et préparer la sortie dans le cadre d'un projet individualisé et contenant.

5.5 LES RETOURS ET PARTAGES D'EXPÉRIENCE

Mesure 60 : Organiser les retours et partages d'expériences entre les services du ministère de la Justice et le SG-CIPDR quant à la prise en charge des différents publics sous-main de justice dans les programmes de prévention de la radicalisation.

LE PLAN DÉPARTEMENTAL

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

12 octobre 2018

PLAN D'ACTION DÉPARTEMENTAL PARTAGÉ
VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE, LAÏCITÉ, PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

2 VOLETS

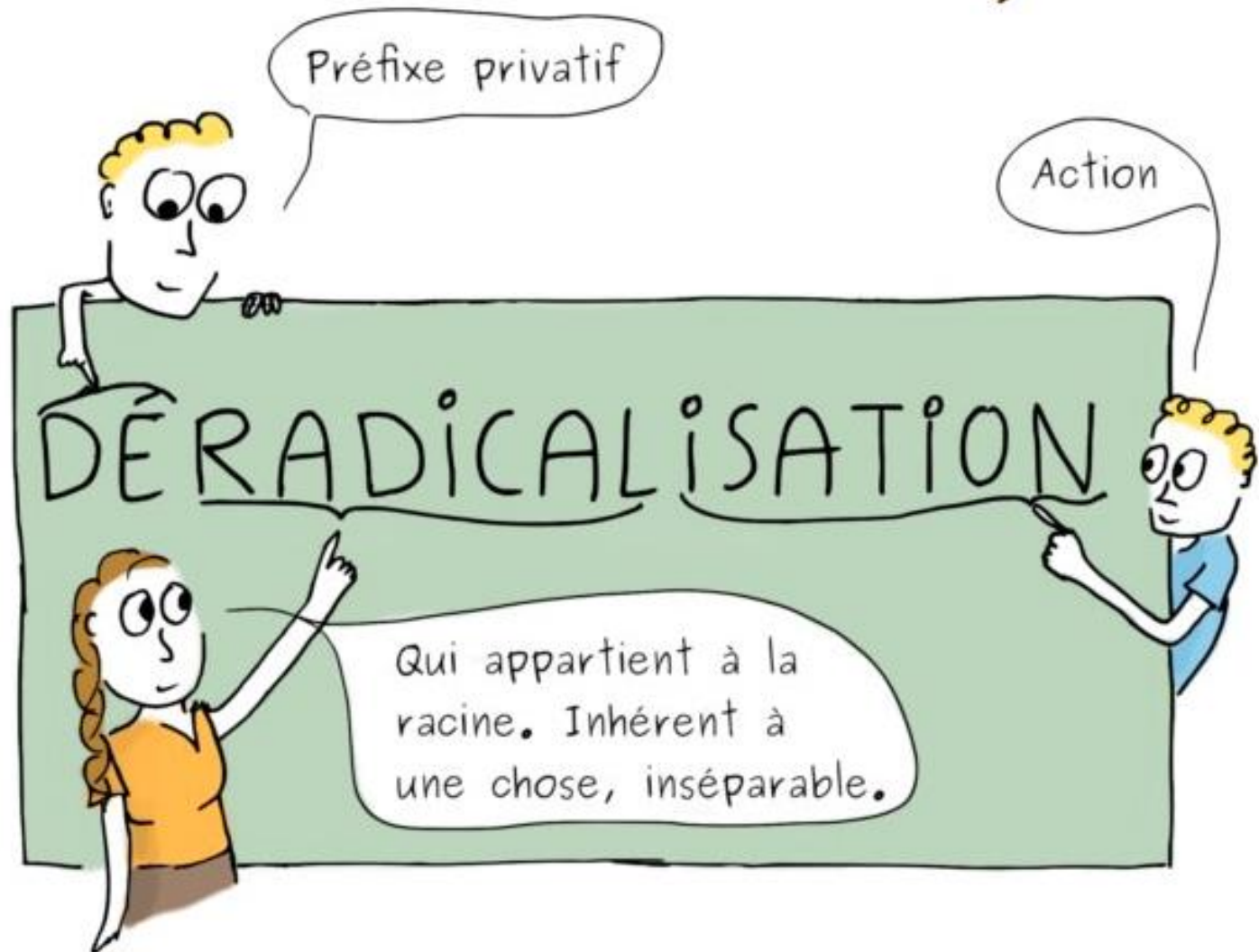
Laïcité, Citoyenneté, Engagement
Prévention de la Radicalisation

3 axes

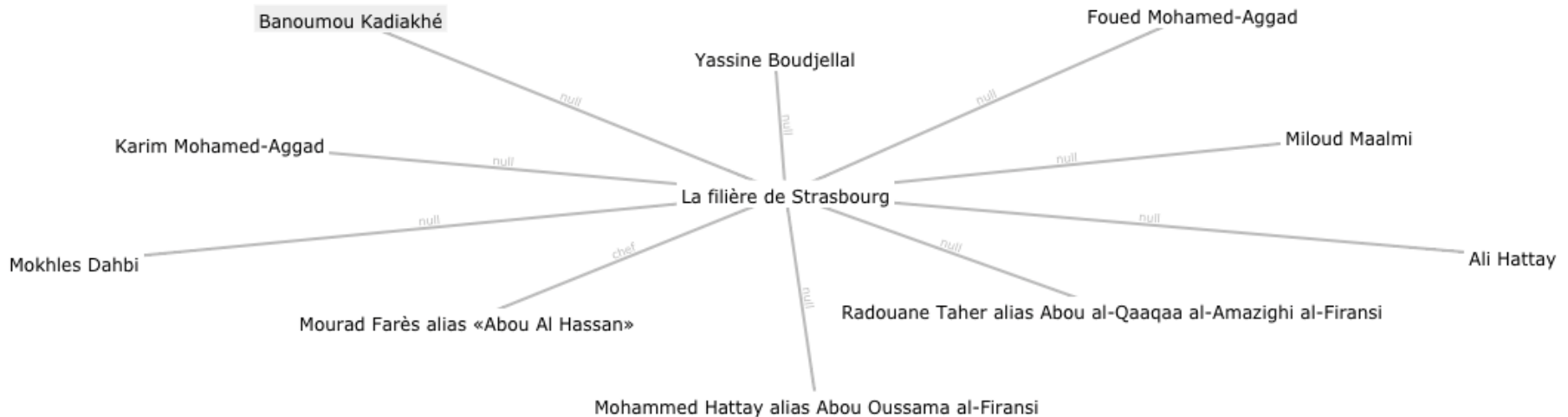
Former tous les acteurs concernés
Soutenir les initiatives locales
Mobiliser l'ensemble des formes d'engagement

Un plan départemental a été élaboré durant le second semestre 2018.
Il précise les actions entreprises dans le cadre du plan national.

LA DÉRADICALISATION



LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT



Trois types d'études sont en cours :

- L'analyse de tous les groupes ou individus qui ont eu des activités jadis (leurs liens proches ou lointains, leurs actes, leurs sanctions, leur situation actuelle, etc.).
- L'analyse des groupes ou individus qui se préparent actuellement pour passer à l'acte. Il convient alors de les arrêter ni trop tôt ni trop tard.
- L'analyse de ceux qui envisageront de passer à l'acte dans quelques années selon des stratégies encore inconnues qu'il faut d'ores et déjà prévoir pour avoir une longueur d'avance.

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

- On a commencé par développer un Fichier de traitement des Signalements pour la Prévention de la Radicalisation à caractère terroriste (FSPRT) qui comprend trois listes,
 - - celle du Centre national d'Assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR)
 - - celle des états-majors de sécurité des préfetures (EMS)
 - - celle des services de renseignement (objectifs).

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

- **L'OUTIL PALANTIR**

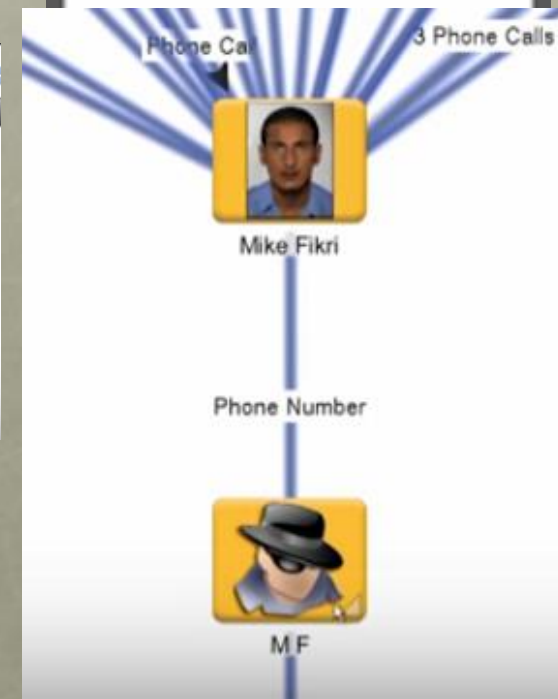
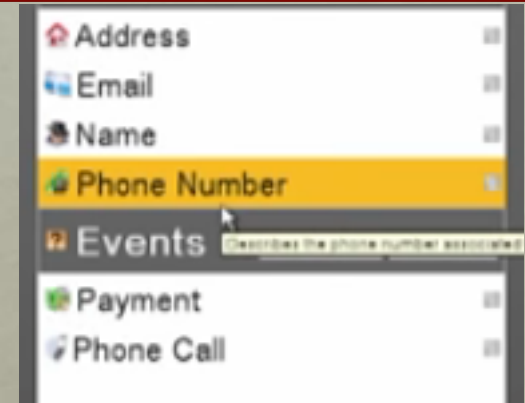
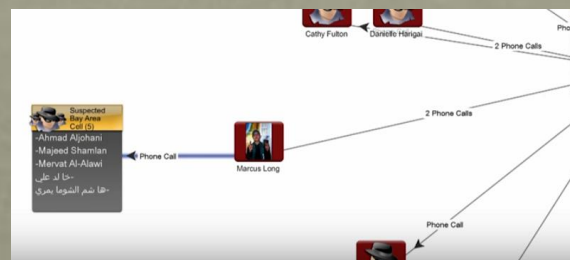
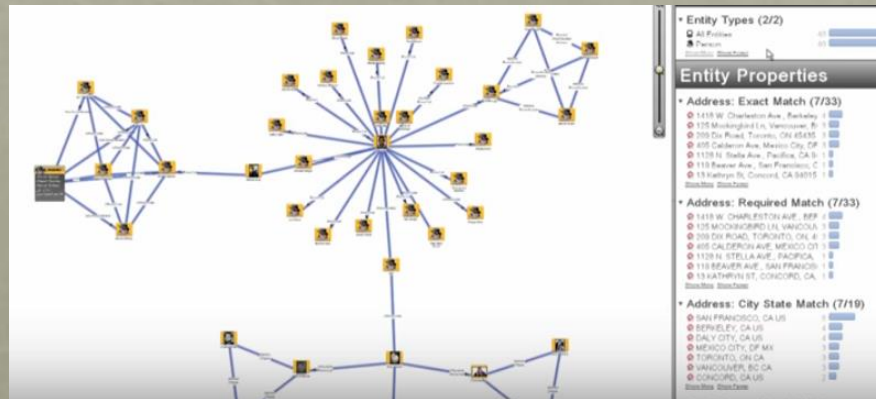
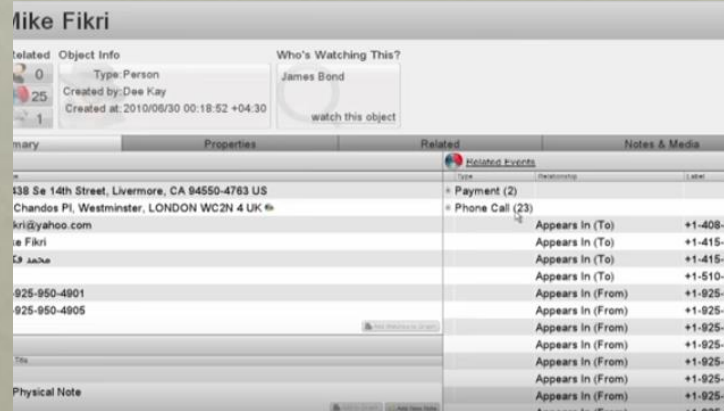
- **Acheté par la DGSI en 2016** pour 10 millions d'euros, cet outil créé en 2004 permet d'explorer le big data qui est transformé en schémas lisibles à Levallois.
- Ceci permet d'établir des liens inaperçus entre des individus ou des variables (changer de portable 5 fois en deux mois). On obtient ainsi des éléments pertinents.
- **Des outils français sont en cours de production** à la DGA et chez Flaminem, car il est difficile de faire appel à une société américaine créée avec l'aide de la CIA pour analyser des données françaises (en raison d'éventuelles portes dérobées).

4,6 milliards d'euros vont aller à l'intelligence artificielle, au Big Data, aux nanotechnologies et à la cybersécurité.



LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Palantir : Le graphe relationnel des liens GSM (appels entrants et sortants) de Mike Fikri. On peut y ajouter l'analyse des blogs puis des emails. On en tire des convergences ou des anomalies (ici un lien avec un fiché S).



LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Palantir : Il **ne s'agit plus de faire un profilage psychologique** de toute une population sur le modèle de **Cambridge Analytica**, la filiale de la société britannique Strategic Communication Laboratory (les 32 profils établis par Robert Mercer pour trouver les deux catégories d'électeurs indécis dans les États susceptibles de basculer à partir de l'achat (légal) des data de 87 millions d'utilisateurs de Facebook, Google, Twitter, banques, organismes de crédit et sécurité sociale).

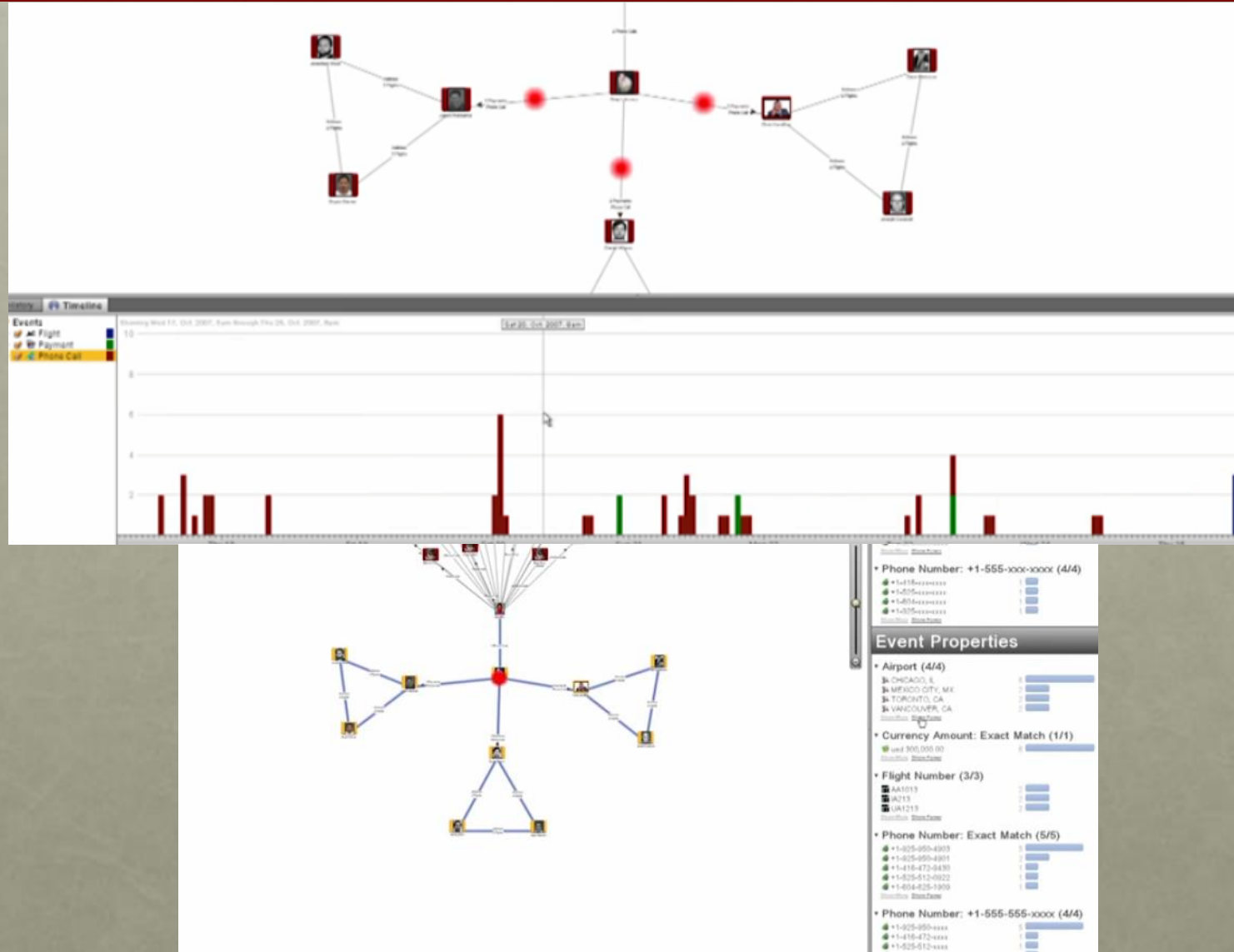
On part, au contraire, d'un profilage de plus en plus précis **établi a priori** par des universitaires. Pour cela l'État va faire des gros investissements dans la recherche des évolutions processuelles caractérisant la radicalisation.

On cherche ensuite dans les Data Bases les personnes correspondant à ces indications.

Ces données, qui auraient pu devenir l'équivalent du destin des Grecs, sont alors **modifiées par un groupe de déradicalisateurs spécialisés** en psychologie cognitive.

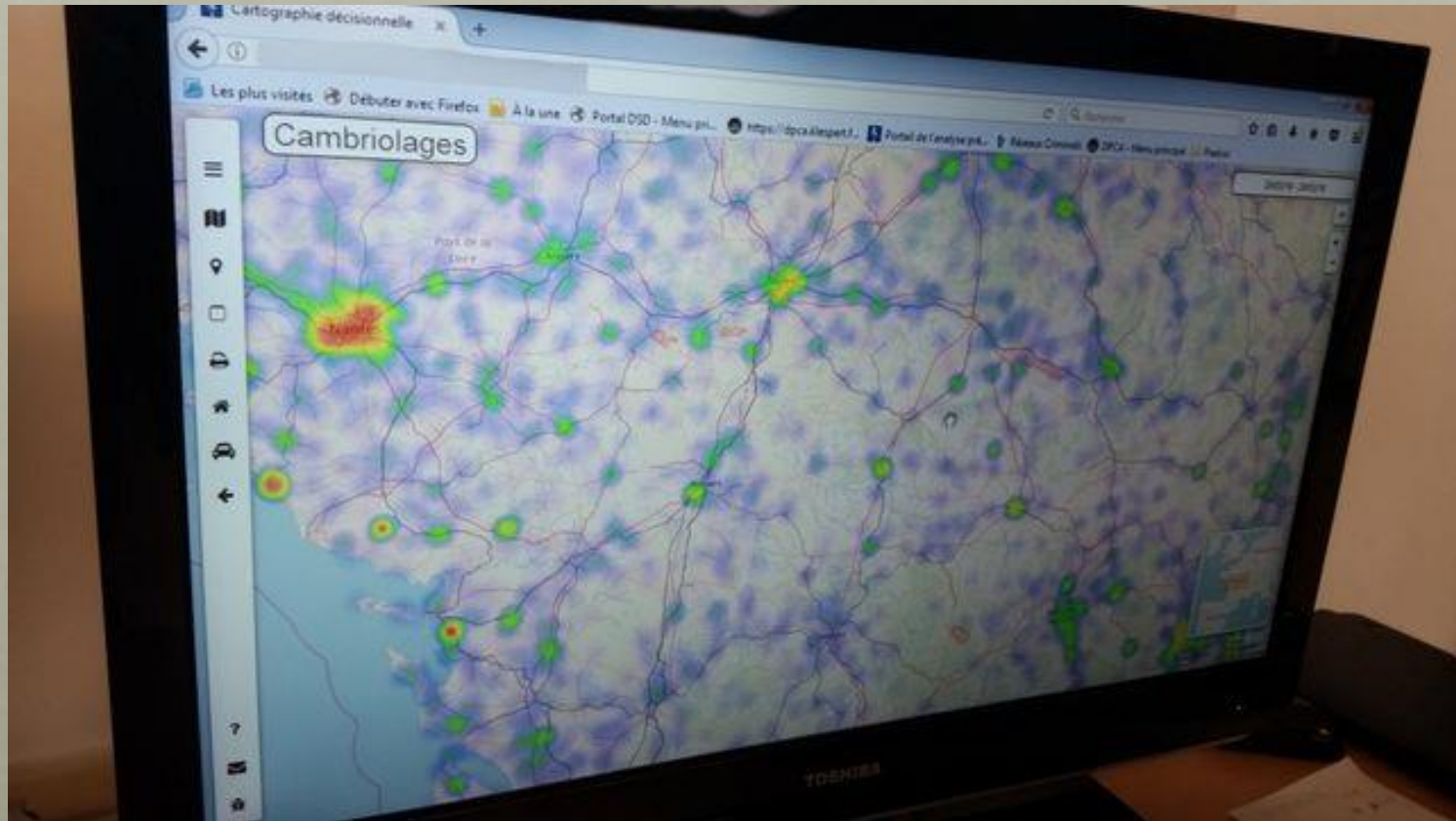
LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Palantir : le fiché S est relié à trois cellules. On visualise immédiatement les coups de téléphones envoyés et leurs durées et on voit s'ils suivent de quelques minutes ou non une communication avec Mike Fikri. On analyse aussitôt les voyages aériens (Event Properties).



LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

La gendarmerie a développé son propre outil avec ses ingénieurs, programmeurs spécialistes des data. Ce logiciel, testé dans 11 départements a été étendu à toute la France en septembre 2018.



La cartographie en temps réel des méfaits. À l'aide de cet outil, le décideur opérationnel organise ses patrouilles et il parcourt le terrain.

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT



Un autre logiciel de reconnaissance automatique des visages a été implanté à la mi-juin 2018 dans deux aéroports français, Roissy et Orly. Le premier but est de fluidifier les passages de la frontière. Mais le passeport est scanné et la personne photographiée.



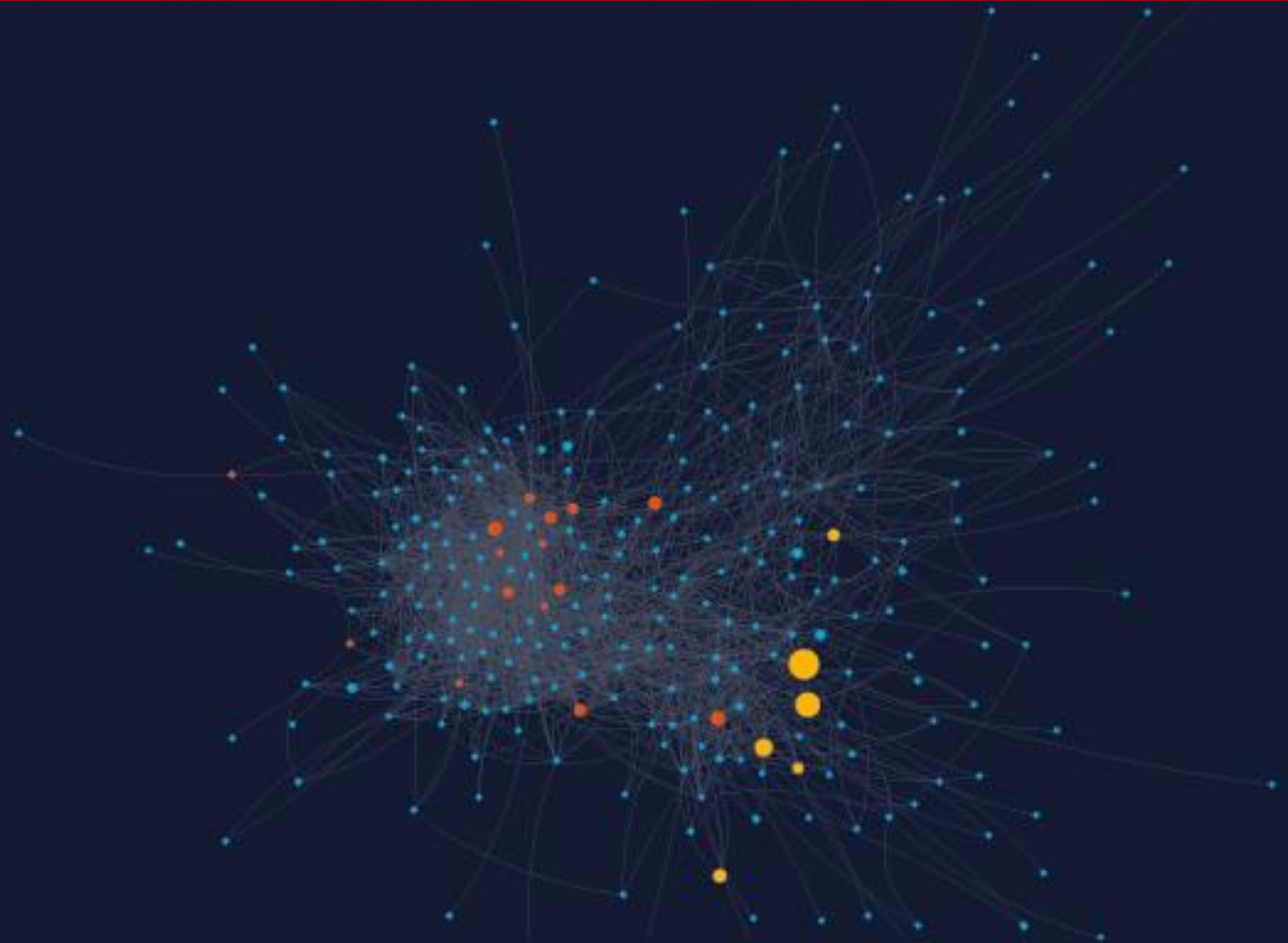
Quinze sas ont été installés à Orly et 21 à Roissy où la majorité des sas (42) est encore à reconnaissance digitale. Tous passeront à la reconnaissance faciale d'ici l'automne 2018 selon Aéroports de Paris.

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT



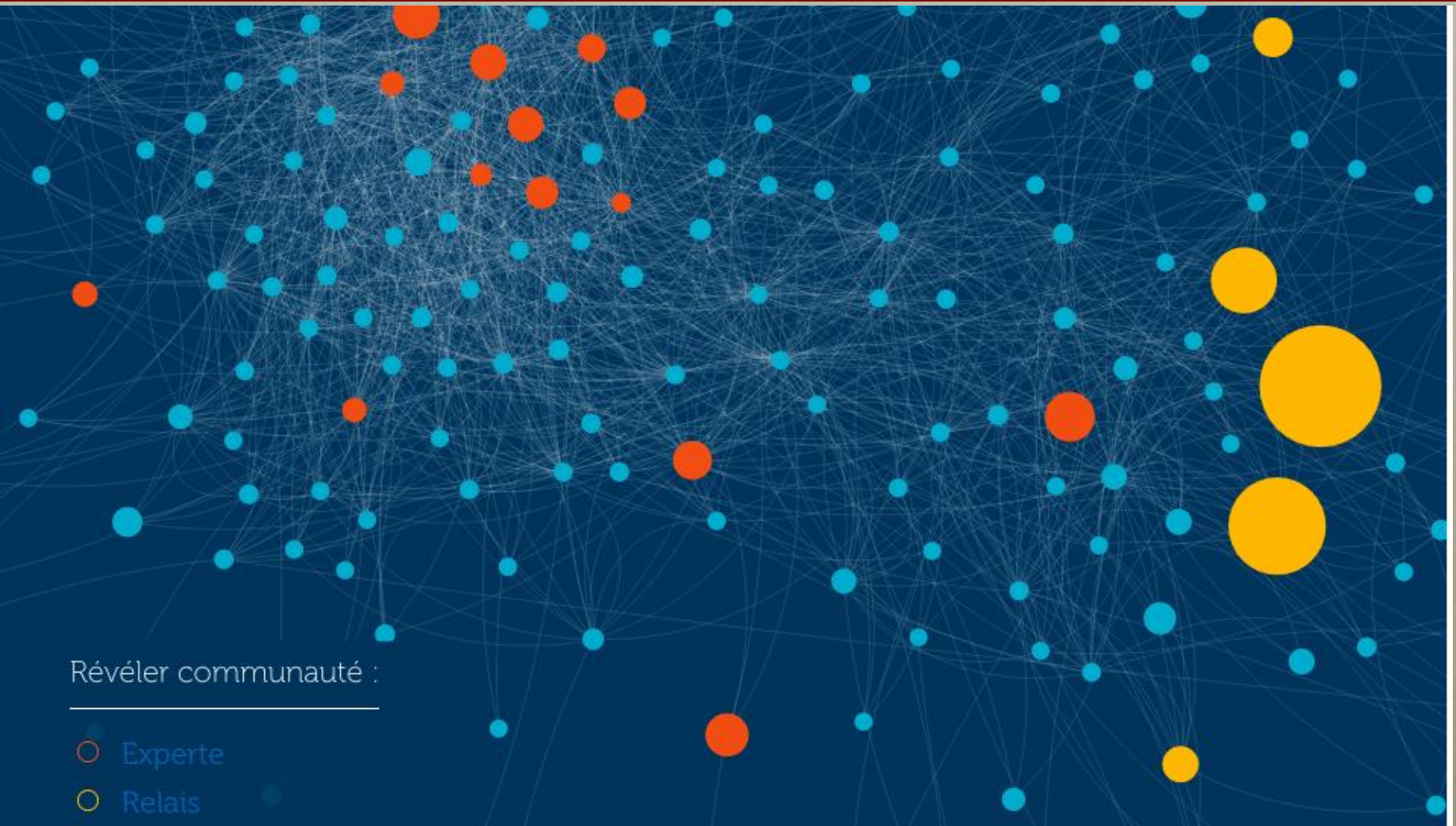
- On n'est donc plus à l'époque de la géolocalisation des téléphones par les bornes relais, par des balises placées sous les voitures ou les IMSI-catchers, des relais portatifs ou de la sonorisation des lieux à surveiller, voire des perquisitions sauvages ou mexicaines.
- Le siphonnage électronique a succédé à cela en vidant les smartphones, GPS, tablettes ou ordinateurs (sociétés Elexo ou Amesys, la suédoise Micro systemation ou la société israélienne Celebritte).
- On est entré dans l'ère de l'investigation numérique.

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES



Nos recherches font apparaître deux communautés distinctes : d'un côté des acteurs experts saoudiens en théologie (en orange), de l'autre des comptes relais sympathisants francophones (en

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES



Ces deux réseaux peuvent être surveillés désormais quotidiennement.

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES

Une première communauté composée d'experts en théologie



Le réseau des experts en théologie wahhabite

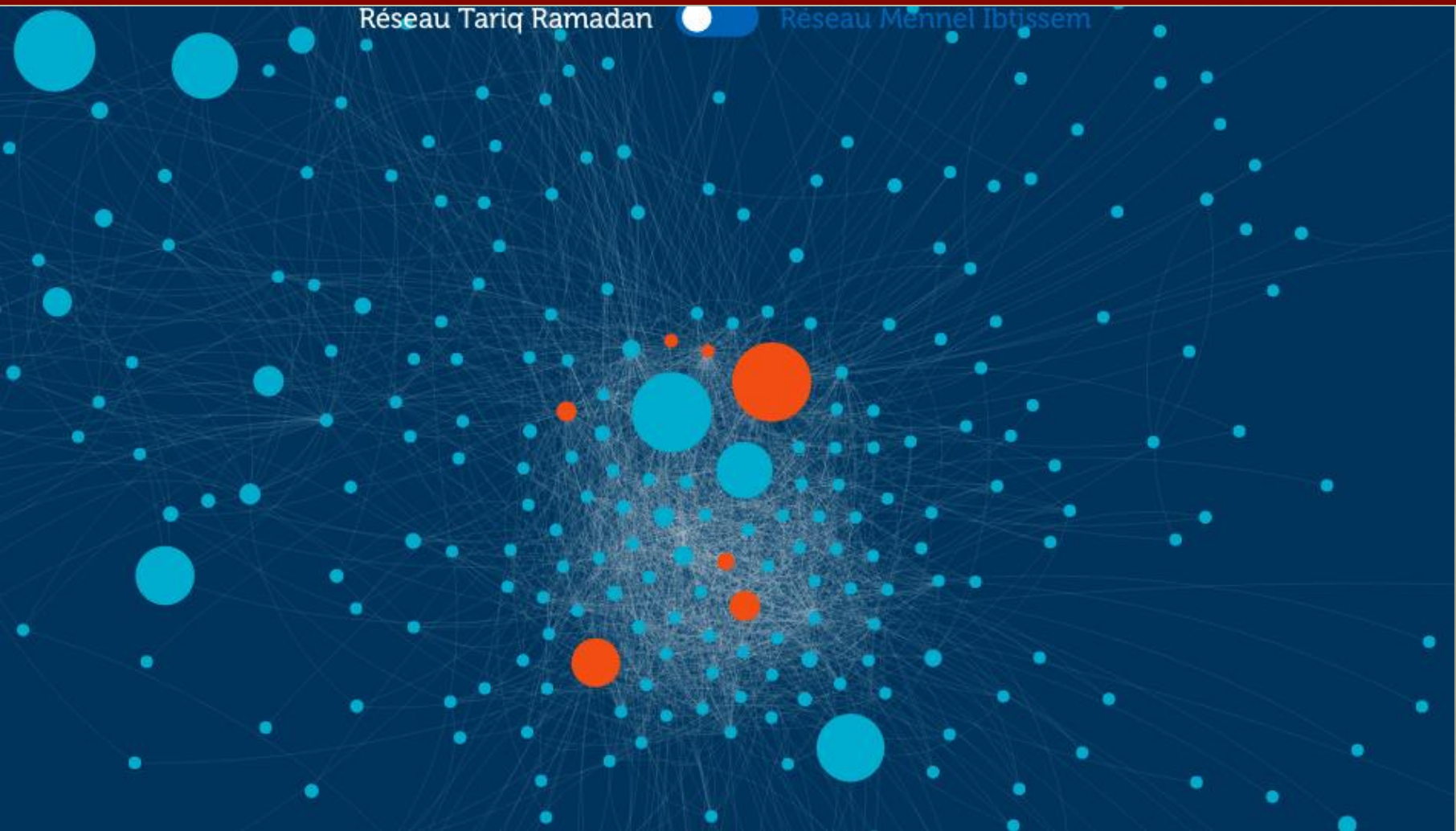
LES DÉCOUVERTES RÉCENTES



À droite du graphique un second groupe se détache, celui des relais francophones, composé de comptes anonymes diffusant et utilisant les publications du premier groupe. Ils ne sont pas experts

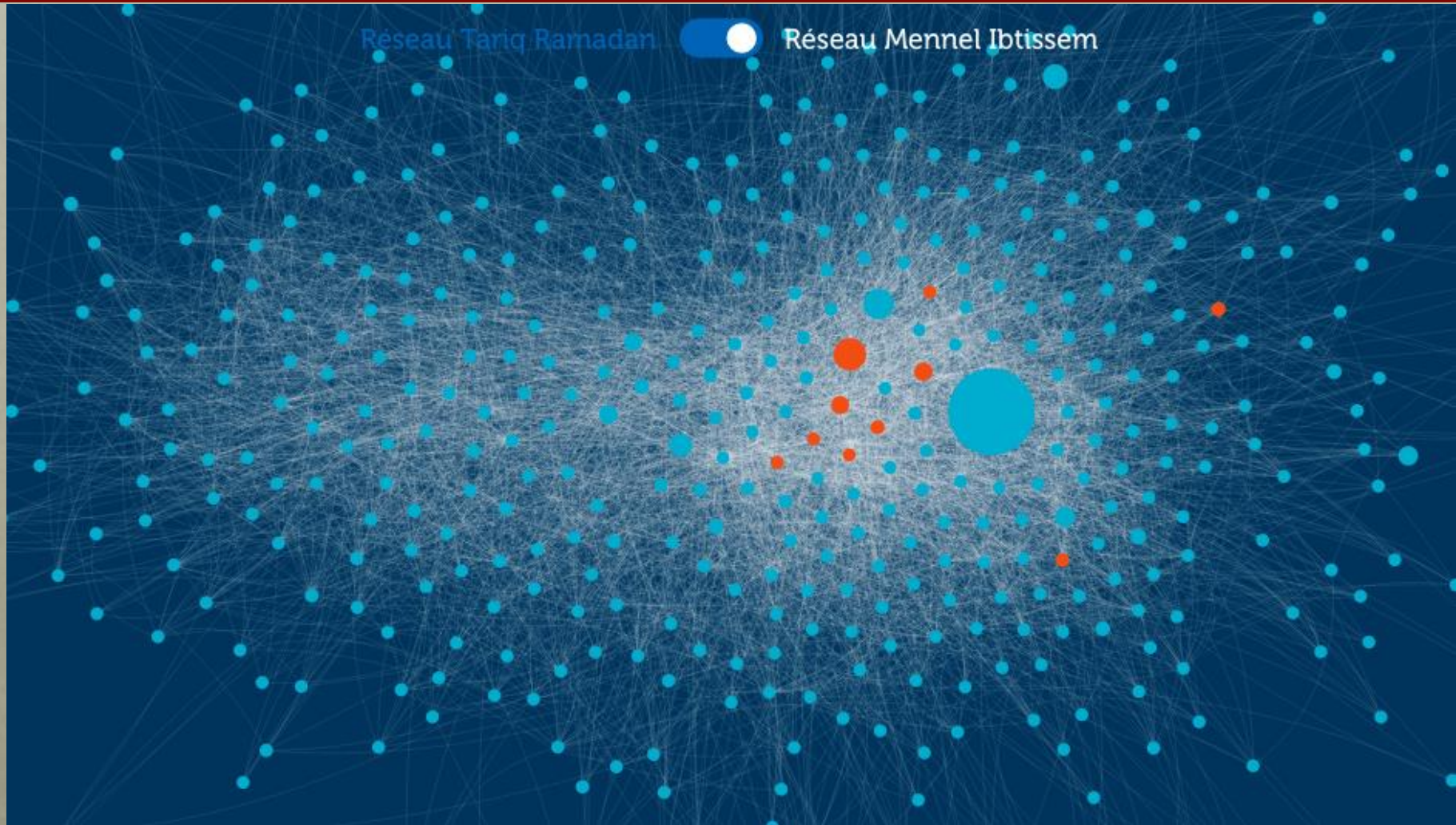
Le réseau des relais francophones : 5 hommes et une femme.

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES



Le réseau qui diffuse les idées de Tariq Ramadan et organise sa défense.

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES



Le réseau qui a défendu la chanteuse Mennel Ibtissem après son abandon de The Voice.

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES

Sur Twitter, quatre prédicateurs saoudiens et un koweïtien figurent parmi les 16 les plus influents dans le domaine des idées

	Barack Obama @BarackObama	102 M		Dalai Lama @DalaiLama	18,6 M
	Donald J. Trump @realDonaldTrump	53,6 M		أحمد الشقيري @shugairi	18 M
	Bill Gates @BillGates	45,5 M		Pope Francis @Pontifex	17,7 M
	Narendra Modi @narendramodi	43,4 M		Papa Francisco @Pontifex_es	16,7 M
	Office of the PM of India @PMOIndia	26,7 M		Paulo Coelho @paulocoelho	15,3 M
	President Trump @POTUS	23,7 M		President Obama @POTUS44	14,9 M
	د. محمد #العريفي @MohamadAlarefe	21,3 M		سلمان العودة @salman_alodah	14,2 M
	د. عاتض القرني @Dr_alqarnee	19 M		مشاري راشد العفاسي @Alafasy	14 M

Les prédicateurs les plus importants et leur place sur le marché mondial actuel.

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES

Le salafisme d'État saoudien

L'Arabie saoudite exporte officiellement le wahhabisme depuis les années 1960. Elle le fait par le biais d'institutions théoriquement autonomes, mais qui se trouvent en réalité dans le giron des structures étatiques saoudiennes :

- **La Ligue islamique mondiale (LIM)** fait office d'organe central. C'est un instrument diplomatique de la famille royale saoudienne dont l'objectif est d' "*organiser la coopération entre les États islamiques dans les différents domaines politiques, économiques et culturels*" ;
- **L'Université islamique de Médine (UIM)** est le centre de formation théologique pour les imams, prédicateurs et missionnaires dont 80 % des étudiants sont d'origine étrangère ;
- **La World Assembly of Muslim Youth (WAMY)** a pour but de défendre l'identité musulmane auprès des jeunes générations ;
- **L'Organisation internationale du secours islamique (IIRO)**, représente la branche caritative du wahhabisme, consacrée à la défense et la protection des musulmans.
- A cela vient s'ajouter **l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI)** dont l'objectif est de renforcer la cohésion du monde musulman, principalement autour des questions diplomatiques, économiques ou scientifiques.

Les raisons de leur influence : l'argent du pétrole et une stratégie globale.

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES

Les Médias

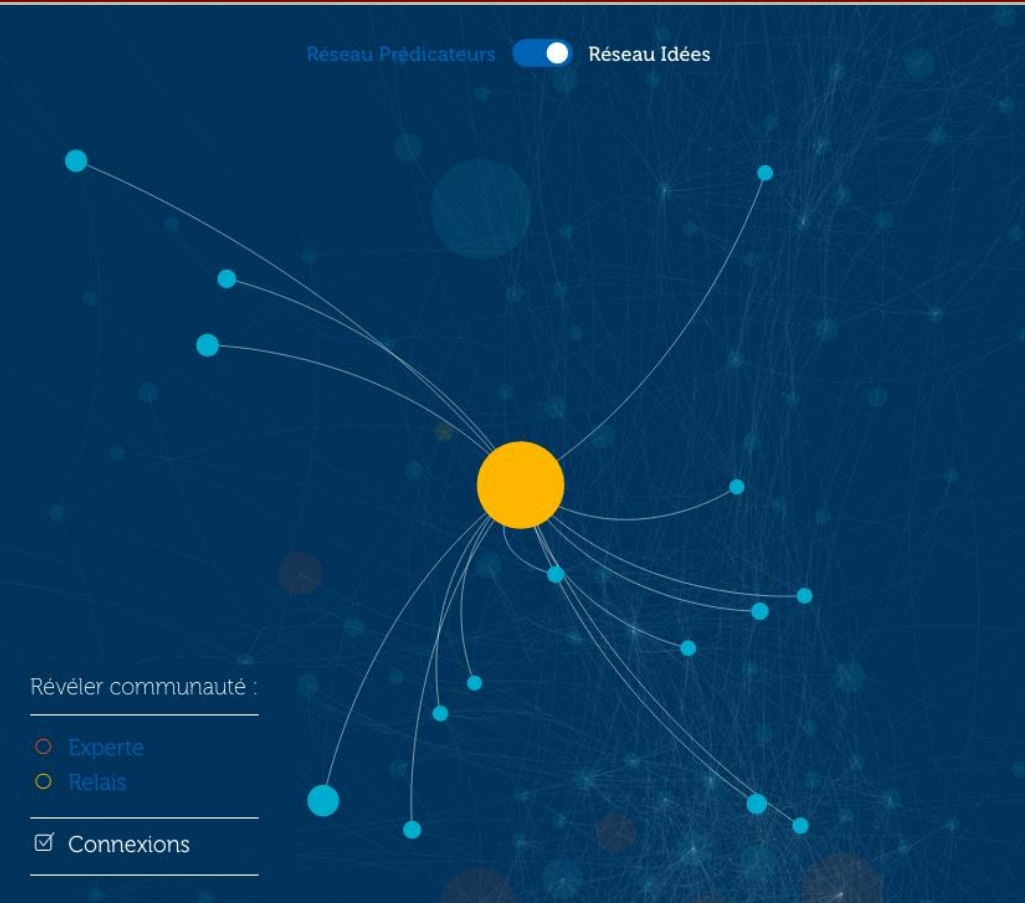
Les chaînes de télévision saoudiennes, particulièrement développées au Maghreb, ont contribué à l'imprégnation théologique et religieuse des populations musulmanes françaises d'origine maghrébine. A partir de leurs relations familiales et amicales, ces populations ont été progressivement exposées à cette interprétation particulièrement rigoriste de l'islam.

L'exemple du salafisme montre l'importance des médias dans la diffusion de l'idéologie :

- **Les livres** jouent aujourd'hui un rôle majeur dans la diffusion du salafisme, parce que leur gratuité et leur simplicité les rendent facilement accessibles ;
- **Les cassettes** ont été diffusées au Maghreb et en Europe occidentale pour répandre la bonne parole islamiste tout au long des années 1980 et 1990 ;
- **Les chaînes de télévision par satellite** occupent une place importante. *Al Jazeera* a su proposer une offre de débat politique inédite dans le monde arabe, couplée à la construction d'un système de propagande destiné à promouvoir les Frères musulmans et leur leader religieux, Youssef al-Qaradâwî. Les chaînes de télévision religieuse saoudiennes (*Iqraa* notamment) ont également contribué à l'islamisation des musulmans à travers le globe.
- Aujourd'hui, **internet et les réseaux sociaux** ont pris le relais, avec une puissance impressionnante.

Cette stratégie globale a utilisé successivement divers outils.

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES



Mais par les têtes de réseaux circulent surtout des idées que l'on peut désormais suivre en temps réel à la trace depuis leur origine jusqu'aux consommateurs.

LES DÉCOUVERTES RÉCENTES

Les musulmans influencés par l'islamisme, minoritaires parmi les musulmans français

Les musulmans sensibles aux thèses islamistes représentent une minorité aujourd'hui en France. Cette minorité fait néanmoins parler d'elle. **On observe une volonté de se distinguer du reste de la population d'apparaître comme une communauté à part, voire même en rupture pour les plus radicaux.** Les questions du halal et du voile agissent ici comme des marqueurs de distinction, des leviers identitaires, des normes et des modèles qui influencent le quotidien et dépassent de très loin les cercles fréristes ou salafistes.

Dans l'[enquête réalisée en 2016](#) par l'Institut Montaigne, le chiffre des 28 % de musulmans classés comme "sécessionnistes et autoritaires" a souvent été retenu. Il est la résultante d'un travail idéologique mené depuis plusieurs années par différents mouvements qui se sont superposés : la prédication (Tabligh) dans les années 1980, la mobilisation identitaire (frérisme) entre 1989 et 2005, un mouvement obnubilé par la pratique religieuse (le salafisme) depuis cette date.

Qui, parmi les musulmans français, est sensible à cette propagande ? Un maximum de 28 % a été observé en 2016. Ce chiffre baissera plus ou moins vite selon les réponses données et l'ampleur de la contre-propagande.

LE PARQUET NATIONAL ANTITERRORISTE



Treize magistrats, cinq femmes, dont la chef de section, et huit hommes, épaulés par six greffiers centralisent toutes les affaires (540 dossiers concernant la Corse, le pays basque et les affaires islamistes pour 360 dossiers environ). C'est une justice spécialisée.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA RECHERCHE

- L'analyse de ce qui fait un **jihadiste**, sur les processus et **trajectoires de radicalisation**, est devenue la nouvelle priorité. Elle ne se fait pas en interne dans les services de renseignement.
- Elle est **externalisée** et alors proposée à la **recherche universitaire** et financée par le ministère de l'Intérieur ou par la Commission européenne.
- Ces recherches ont de nombreux buts dont **l'analyse de la propagande de l'EI**.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA RECHERCHE

- Un chercheur toulousain, **Séraphin Alava** a reçu **3,5 millions pour le projet « Practicies »**. « Ce projet a plusieurs volets et notamment celui de caractériser le processus de radicalisation des jeunes. Dans certains pays, on s'est concentré sur les tenues vestimentaires, dans d'autres sur le comportement. Sur une base de 100 cas, il sera déterminé les **indicateurs les plus fiables** »

En partenariat avec des chercheurs de plusieurs pays européens, mais aussi de Tunisie, ce projet ambitionne de mettre au point un logiciel plus efficace que ceux utilisés aujourd'hui par l'antiterrorisme pour **détecter les discours de radicalisation à partir d'associations de mots**. Il pourrait être mis à la disposition des services du renseignement, mais aussi des parents.



La mise en place d'outils d'éducation aux médias est prévue.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA RECHERCHE

YANNICK BRESSAN

RADICALISATION, RENSEIGNEMENT ET INDIVIDUS TOXIQUES



COMPRENDRE LES PROCESSUS DE MANIPULATION MENTALE
DES INDIVIDUS TOXIQUES



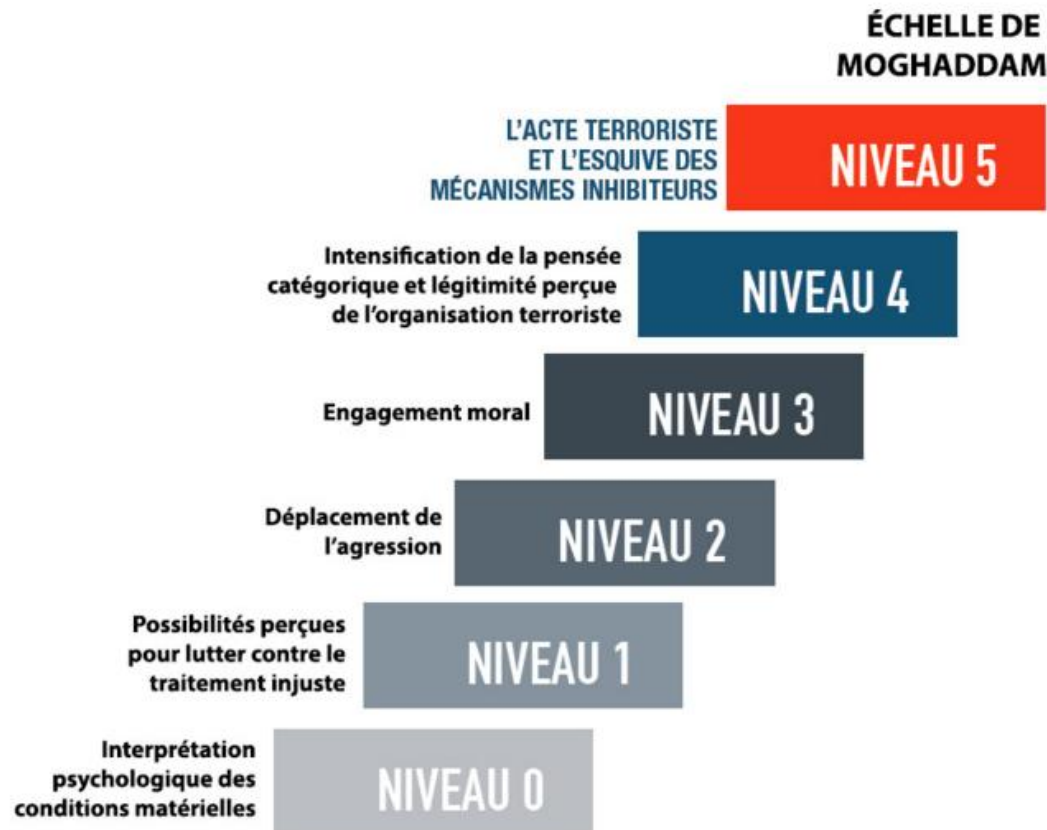
Collection
ARCANA IMPERII

- Un autre projet porte sur les **dissonances cognitives** portées par les nouveaux mass média et ce qu'en font des « **individus toxiques** » qui développent des formes diverses de haine.
- Yannick Bressan, chercheur en psychologie cognitive, a été chargé d'écrire « Radicalisation, renseignement et individus toxiques ». Pourquoi un individu adhère à une nouvelle perception du monde ? Qu'est-ce qu'un « principe d'adhésion émergentiste » ?
- Il y a là **des perspectives nouvelles, souvent surprenantes** pour la compréhension et la prise en charge des radicalisés.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA RECHERCHE

- Il s'agit aussi de **trouver les traits communs à ceux qui ont été jusqu'au bout du processus de radicalisation**, par-delà le basculement lié à des frustrations, la création d'un nouveau regard teinté de paranoïa ou de conspirationnisme, puis du refus de communiquer avec ceux qui ne partagent pas leur point de vue dans la certitude de posséder la seule vérité possible, ceux qui croient ensuite que les mots ne changeront rien, qu'il faut passer à la violence (par vision de vidéos, la pratique du close combat puis l'achat d'armes) et qui enfin tuent et/ou se sacrifient.
- On ne s'intéressera donc plus seulement aux **caractéristiques sociales ou aux processus en eux-mêmes comme aujourd'hui**.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA RECHERCHE



- La difficulté sera de trouver ceux qui ont les mêmes caractéristiques que ceux qui ont été jusqu'à l'expérience de la violence.

LES NOUVELLES PRIORITÉS



On pourra alors ne plus tenir compte des « signes » de radicalisation qui ne déterminent en rien un processus futur.

DJIHADISTE FRANÇAIS EN SYRIE



On pourra aussi abandonner de nombreuses explications simplistes.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA RECHERCHE

Laurent Bonelli
Fabien Carrié

LA FABRIQUE DE LA RADICALITÉ

UNE SOCIOLOGIE DES JEUNES
DJIHADISTES FRANÇAIS

SEUIL

Cette enquête publiée en septembre 2018, la plus fouillée à ce jour sur le sujet, est fondée sur l'étude systématique de 133 dossiers judiciaires de mineurs poursuivis pour des affaires de terrorisme ou signalés pour « radicalisation », elle permet d'appréhender la manière dont les situations familiales, les relations avec les institutions, les cursus scolaires ou la socialisation entre pairs façonnent les appropriations de l'idéologie djihadiste.

L'enquête révèle ainsi quatre types de radicalité différents, de la rébellion contre les familles ou les institutions à un engagement pour faire advenir une nouvelle utopie politique et religieuse. À rebours des clichés sur les « délinquants terroristes », cet engagement peut aussi concerner des jeunes issus de familles stables, doués à l'école et sans passé judiciaire. De façon troublante, c'est aussi le rôle que les réponses institutionnelles peuvent parfois jouer dans les passages à l'acte que ce travail capital met au jour.

Laurent Bonelli est maître de conférences en science politique. Fabien Carrié est docteur en science politique de l'université de Paris-Nanterre.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA RECHERCHE

- On espère ainsi **abandonner peu à peu la contre-radicalisation passive** (prévention généraliste ou en amont qui part dans tous les sens et n'est jamais efficace) et développer la contre-radicalisation efficace :
- Le **but est de se passer des experts actuels** en trouvant, au moyen d'algorithmes d'intelligence artificielle des traits présents dans les très grands nombres d'informations présentes dans les dossiers et **passés inaperçus jusqu'à présent**.
- **Puis on passe à la prédiction** (comme le diagnostic médical ou le recrutement ou la justice pénale).

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA CONTRE-PROPAGANDE

- La **prévention généraliste** va être laissée à différents **ministères**, à **Europol** ou à l'**Union européenne** et ne sera plus prise en charge par le ministère de l'Intérieur.
- La **Commission européenne** a, par exemple, le 11 octobre 2018, lancé un appel à proposition pour **fournir des contre-discours** et des discours alternatifs à la radicalisation qui seront mis en œuvre par une organisation de la société civile (Programme d'autonomisation de la société civile : 4 millions €).
- Que serait cette nouvelle contre-propagande ?

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA CONTRE-PROPAGANDE

- Voici, par exemple, les documents **mis sur le web par Europol** :
- The « Jihadi Wolf » threat – Author: Arije Antinori, PhD
- The Response of, and on, Twitter to the Release of Dabiq Issue 15– Authors: Daniel Grinnell (Cardiff University), Stuart Macdonald (Swansea University), David Mair (Swansea University).
- Exploring the Role of Instructional Material in AQAP's Inspire and ISIS' Rumiya – Authors: Dr. Alastair Reed & Dr. Haroro J. Ingram
- Deconstruction of Identity Concepts in Islamic State Propaganda– Author: J.M. Berger via the International Centre for Counter-Terrorism (ICCT), The Hague
- Computer support to analyze IS propaganda – Authors: Lisa Kaati, Magnus Sahlgren, Tim Isbister, Babak Toghiani-Rizi and Katie Cohen, Swedish Defence Research Agency (FOI)

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA CONTRE-PROPAGANDE

- Différents ministères ou services de l'État vont continuer à financer des outils de prévention, par **exemple actuellement pour le théâtre** :
- Pièce « Sur le Fil » de la compagnie Réactif Théâtre : pièce interactive sur le processus de radicalisation à l'attention de publics de collèges et lycées.
- Pièce « Lettre à Nour » de Rachir Benzine, issue du roman « Nour, Pourquoi n'ai-je rien vu venir ? » : échanges épistolaires d'un père à sa fille partie en Syrie.
- Pièce « Ne laisse personne te voler les mots » de Selman Reda, Pièce « Sur le fil », « Vague à larmes »
- Pièce Djihad d'Ismaël Saïdi : trajectoires de djihadistes.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LA CONTRE-PROPAGANDE

- Les **vidéos et films**, d'origine française ou non, **destinés à Internet ou à la télévision** seront produits, traduits et diffusés :
- Autriche * Web-série Jamal al-Khatib (sous-titrée en français).
- Allemagne (& international) * Quatre capsules vidéo sur des trajectoires de radicalisation sur le site de Radika
- France * Web-série « Tawdih » (= éclaircissement) qui compte 4 épisodes courts le recrutement par Daesh. **Attention** : l'hébergeur active un **logiciel** sur votre ordinateur en *background* du visionnage de ces vidéos.
- International * La plateforme **Counternarrative Toolkit** propose des exemples de campagnes de contre-discours développées à l'étranger (gouvernementales et issues de la société civile).
- Koweït * Une vidéo en décalage par rapport aux supports classiques : publicité de Zain Telecom ayant recours au registre du djihad et du terrorisme.

LES NOUVELLES PRIORITÉS :

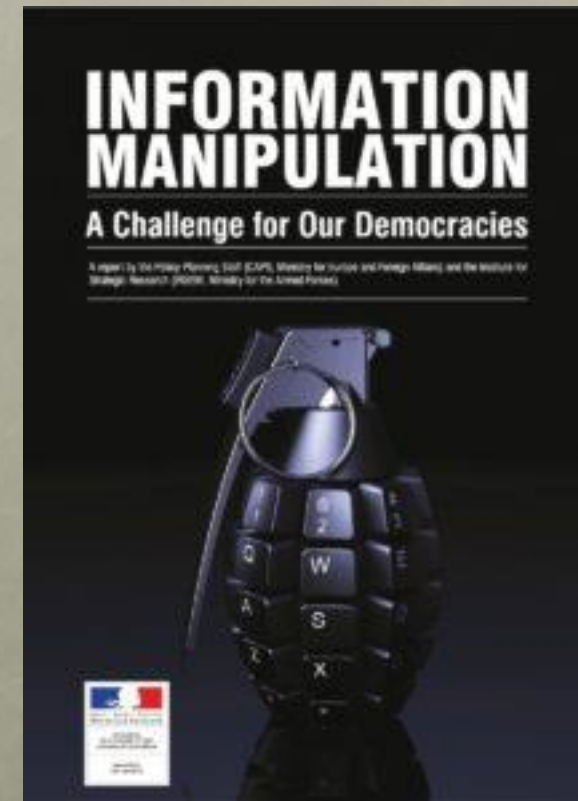
- La lutte contre le racisme et les discriminations sera intensifiée.
- Il en sera de même pour l'identification de fausses informations et les infox



Les effets de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation sur les populations musulmanes en France

ENQUÊTE QUANTITATIVE

Francesco Ragazzi
Stephan Davidshofer
Sarah Perret
Amal Tawfik



LES NOUVELLES PRIORITÉS : L'ENTREPRISE

- La gestion des risques liés à la radicalisation en milieu professionnel va être prise en charge par les DRH.



Conférence organisée par PwC en partenariat avec le Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence (CPRMV), le 20 mars 2018 à la Chambre de Commerce et d'Industrie Bourse à Paris.



LES NOUVELLES PRIORITÉS : L'ENTREPRISE

- Il y aura la **mise en place de groupes d'évaluation départementaux** (GED) de la situation dans les entreprises
- La nomination d'un **référent pour la prévention de la radicalisation** dans les **Directions régionales** des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE).
- Des outils spécifiques à destination des entreprises ont été élaborés pour éviter une attaque comme celle ayant ciblé la société Air Products de Saint-Quentin Fallavier en 2015 et celle de la boîte de nuit gay « The Pulse » à Orlando aux Etats-Unis, en 2016, tuant 50 personnes.
- Les **cibles potentielles par leurs activités sensibles** (transport aérien, énergie) ou leurs dimensions symboliques seront prioritaires.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : L'ENTREPRISE

- Il y a **trois enjeux** :
- tout d'abord **sécuritaire**, dans la mesure où une menace extrémiste évolutive peut avoir des conséquences sur l'activité économique.
- Ensuite pour la **gestion interne des ressources humaines**, ce qui peut se confondre avec la question du vivre-ensemble sur le lieu de travail, des tensions pouvant apparaître en fonction d'opinions ou des pratiques religieuses ou politiques au sein d'une organisation.
- Enfin celui de la **responsabilité sociale des entreprises**.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LE SPORT

Colloque SPORT ET RADICALISATION

30 novembre 2017
Hémicycle Simone Veil
du conseil régional d'Île-de-France

Préconisations et moyens pour accompagner
et sécuriser le mouvement sportif

PROGRAMME

 Île de France

- On a constaté que de nombreux terroristes jihadistes sont **passés par des clubs de sport**. Ils n'ont donc **pas appris les valeurs d'efforts, de respect de l'autre et de la mixité**.
- La radicalisation islamiste peut concerner des licenciés, des éducateurs, voire des dirigeants.
- Des **plans de prévention** de la radicalisation dans le sport vont être **élaborés** avec l'UCLAT, la PJJ et le CIPDR – comité interministériel (réseaux d'alerte et signalements, référents et soutiens aux clubs).

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LE SPORT

- La création d'un réseau de référents
- Selon leur taille, **les 74 ligues et comités régionaux partenaires (représentant 19 300 clubs) ont désormais un ou plusieurs référents régionaux** « valeurs de la République, laïcité, lutte contre la radicalisation ». Cette personne formée a pour **mission d'accompagner les clubs et associations** qui sont affiliés dans la prévention et la veille de la radicalisation. Et de briser la solitude des clubs face à la radicalisation qui peut toucher aussi bien des éducateurs que des dirigeants ou des licenciés.
- Le plan déployé en 2018 en Île-de-France sera proposé dans les autres Régions.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LE SPORT

- Certains sports, liés à l'affirmation de la virilité, sont plus touchés que d'autres (futsal, sports de combat, salles de musculation). Mohamed Merah a pratiqué le foot, les frères Kouachi, et les frères Abdeslam la boxe thaï et la boxe. En France, **829 personnes radicalisées ont été signalées dans des clubs de sport.**
- Le sport plus que les mosquées est un milieu de radicalisation possible.
- Les disciplines peu encadrées sont particulièrement exposées.

ACTEURS DU SPORT ET DE L'ANIMATION

Mieux connaître, mieux comprendre
et mieux prévenir
les phénomènes de radicalisation



LES NOUVELLES PRIORITÉS : LE SPORT



Programme d'action annuel du Plan « Citoyens du sport » 54

Axes de travail	Thématique	Etats des lieux	Engagements de partenariat	Échéancier	Indicateurs	Ressources mobilisées
I - Promouvoir les valeurs de la République	Par la formation	-Un plan de formation régional est en place pour former des formateurs sur le thème de la laïcité (plan CGET), sa déclinaison départementale est en cours. -L'ensemble des cosignataires proposent des interventions ou disposent d'outils dans le domaine des valeurs de la République	- Mise en œuvre spécifique du plan de formation CGET auprès du mouvement sportif départemental - Mutualisation des outils et des modes d'intervention des partenaires au profit du mouvement sportif.	Partenariat avec le CD et la ligue de foot-ball, le CROS pour une intervention lors de l'AG du CD et la mise en place de formations courtes	- Nombre de formations destinées au mouvement sportif - nombre de bénéficiaires	- Document national édité par le CGET et le ministère en charge des sports « Valeurs de la République et Laïcité » - Kit pédagogique de formation - Une trentaine de formateurs de niveau 2 formés au plan départemental
	Dans le cadre d'une charte des valeurs de la République	-Une charte des valeurs de la République a été rédigée par le CDOS 54 elle est destinée à l'ensemble des acteurs institutionnels du département. - Elle comprendra des engagements réciproques à l'égard du mouvement associatif et rappellera l'ensemble des démarches existantes (CD, CAF, ETAT)	-Diffusion large de cette charte auprès du mouvement sportif (CD, clubs) Actions à prévoir signature officielle avec le préfet et les partenaires du plan	Deuxième semestre 2018 Fin 2018 début 2019	- Nombre de signataires au sein du mouvement sportif (CD, clubs)	- Guide national de la citoyenneté - Charte de la laïcité dans les conventions qui lient les partenaires à la CAF - Diffusion de la Charte à travers tous les vecteurs d'information du CD

LES NOUVELLES PRIORITÉS : L'ÉDUCATION



Le ministre de l'Éducation nationale détaille la stratégie de son administration.

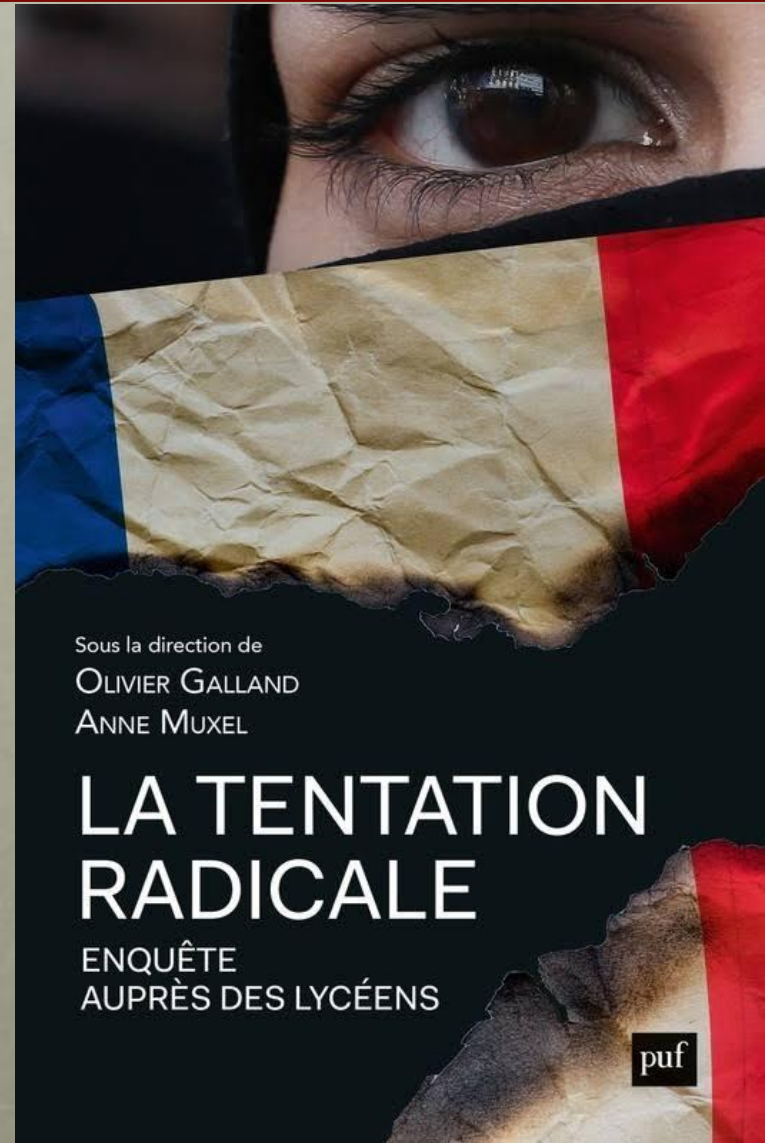
« L'EI dispose aujourd'hui d'une véritable armée de réserve formée de jeunes installés dans des processus de rupture. Il faut donc lutter contre la propagande agressive d'un islam salafo-jihadiste alimenté par les théories du complot en donnant aux élèves des cours d'autodéfense intellectuelle et de formation au libre-arbitre. »

LES NOUVELLES PRIORITÉS : L'ÉDUCATION

- Des mesures générales faisant appel à la **totalité des enseignants** seront prises. Une **éducation systématique aux médias** (et au repérage du **complotisme**) sera instaurée.
- « Nous devons envisager de pouvoir **écarter de ses fonctions un agent en contact avec des publics** sur lesquels il est susceptible d'avoir une influence, et **dont le comportement porte atteinte** aux obligations de neutralité, de **respect du principe de laïcité**, voire comporte des risques d'engagement dans un processus de radicalisation ».
- De plus, le **contrôle des écoles hors-contrat** qui accueillent 74 000 élèves, nombre en forte progression, sera renforcé. Leur régime de déclaration va être unifié et mis à jour.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : L'ÉDUCATION

Cette enquête, menée durant trois ans auprès de 7 000 lycéens de lycées à forte populations musulmanes, âgés de 15 à 17 ans, déclare que **32 % des musulmans sont « absolutistes »**, position qui consiste à penser sa religion comme seule détentrice de la vérité — contre 6 % des chrétiens et 1% des sans religions — et **20 % des musulmans déclarent « acceptable dans certains cas dans la société actuelle » de « combattre les armes à la main pour sa religion »** — contre 9 % des chrétiens et 6,5 % des sans-religion.



Sous la direction de
OLIVIER GALLAND
ANNE MUXEL

LA TENTATION RADICALE

ENQUÊTE
AUPRÈS DES LYCÉENS

puf

LES NOUVELLES PRIORITÉS : L'ÉDUCATION

- Il y aura une prise en charge éducative « au cas par cas » des mineurs de retour de zones de guerre, élevés dans l'idéologie djihadiste ou témoins des agissements de l'EI ou Daech. Ces enfants bénéficieront d'une « prise en charge au long cours, et notamment d'un suivi psychologique, pour favoriser leur réinsertion ». Au dernier pointage officiel, 68 mineurs, les trois-quarts ayant moins de 8 ans, ont été rapatriés en France. Quelque 500 seraient encore au Levant.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LES PRISONS

- Comment traiter de la figure (floue) du radicalisé en prison ?
- Au nom d'une organisation efficace de la vie entre les murs de la prison, l'enfermement s'accompagne de **processus de classement** des individus par le genre, l'ethnicité et l'identité religieuse.
- Cette **logique de classification**, qui est une procédure disciplinaire et normative contribuant aux rapports de pouvoir, vient d'être **renforcée** par la (re)création de départements de radicalisés.
- Il **n'existe pas** en France de **procédure normalisée de déradicalisation en prison**. Provisoirement, des expérimentations vont être entreprises.



LES NOUVELLES PRIORITÉS : LES PRISONS

- Il y a **1 123 détenus de droit commun** identifiés actuellement comme radicalisés (en cours d'évaluation en 2018).
- S'y ajoutent **504 détenus pour faits de terrorisme** islamique dont 166 sont passées par les quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER) d'Osny, Frenes et Fleury-Mérogis. Pendant quatre mois — contre huit semaines auparavant —, une équipe (en partie constituée de conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, de surveillants, d'un référent culturel, d'un éducateur et d'un psychologue) apprécie le « *degré de dangerosité* » de ces individus. Depuis avril 2017, les informations des services de renseignement sont disponibles.
- On peut y ajouter **635 personnes suivies au titre de la radicalisation par les Services pénitentiaires** d'insertion et de probation (SPIP), mais en milieu ouvert dont :
 - - 135 pour des faits de terrorisme islamique (85 sous contrôle judiciaire et 50 condamnés en milieu ouvert)
 - - 500 pour des faits de droit commun, mais repérés comme radicalisés par l'administration pénitentiaire.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LES PRISONS

- Certains de ces détenus représentent des risques de prosélytisme ou de violence en prison. Ils sont aussi maintenant et à terme des risques pour la société (ils peuvent être des bombes à retardement si rien n'est fait).
- D'où la nécessité d'établissements spécifiques, avec des quartiers étanches et des personnels formés, avec aussi des moyens pour gérer les dangers (on entre à trois dans les cellules dans les QER).
- On peut mettre ces détenus dans des établissements qui ont été pensés pour créer de grands isolements comme Condé-sur-Sarthe. Les plus violents (28 personnes, prosélytes et anciens cadres de l'EI) sont envoyés à Lille-Annœulin (Nord).
- Mais on peut aussi agir sur ces détenus et sur ceux qui vont chercher chez eux une sécurité face aux trafics et à la violence générée par les codétenus en l'absence d'une discipline forte due à la surpopulation en maison d'arrêt (68 432 personnes détenues pour 58 681 places au 1er janvier 2017).

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LES PRISONS

- Le problème est qu'il n'y a pas de politique de désengagement. La seule politique évolue au gré des agressions des surveillants (création de 1 500 places dans des quartiers étanches après l'agression survenue à Vendin-le-Vieil (pas-de-Calais) en janvier 2018.



Le quartier d'évaluation de la radicalisation, premier QER ouvert en province à Vendin-le-Vieil, une des prisons les plus sécurisées de France entrée en service en 2015.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LES PRISONS

- Les **quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER)** produisent un classement en trois types des prisonniers enregistrés en prison et filmés durant leurs promenades :
 - - les **détenus les plus violents ou les plus prosélytes** partent à l'isolement.
 - - les **moyennement violents** rejoignent des **quartiers de prise en charge de la radicalisation (QPR)**.
 - - Les **moins violents** rejoignent les **quartiers étanches** dans des prisons de **détention ordinaire**.
- Il y a ainsi beaucoup moins de prosélytes en détention ordinaire puisqu'ont été détectés les idéologues prosélytes qui ont le charisme, la capacité, le bagage intellectuel et culturel pour radicaliser d'autres détenus.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LES PRISONS

- Dans un premier temps, on tolérera l'entrée de bénévoles dans les prisons.
- Puis des professionnels seront chargés de produire un désengagement individuellement ou collectivement avec des détenus dans des ateliers (tous filmés et évalués) de trois mois consacrés à la gestion des émotions, la justice en prison, la laïcité, le salafisme, la venue de témoins résilients (Latifa ibn Ziaten ou Mourad Benchellali) ou d'anciens otages de l'EI comme Nicolas Hénin.
- Le but n'est pas de créer des républicains, mais des monarchistes ou des anarchistes non violents qui se structureront intellectuellement en prison ou y commenceront des études. C'est ce qui s'appellera le désengagement.

LES NOUVELLES PRIORITÉS : LES PRISONS

Il faut aller vite car il y aura un pic de sortie en 2022.

Le programme Rive de prise en charge des personnes libérées (ou sous main de justice) testé en Île de France sera étendu à Lille, Lyon et Marseille.

On note qu'un tiers de ces détenus a des troubles mentaux et que la moitié de ce groupe souffre de troubles psychiatriques qu'il faudrait aussi traiter.



CONCLUSION

Les objectifs sont clairs :

Après l'affaiblissement d'al-Qaïda et de l'État islamique, il reste à **contenir une mouvance mondiale qui diffuse un récit global** qui explique le monde, donne un sens à la vie et montre le destin collectif qui devrait être celui de tous les musulmans.

On pourra **y répondre assez facilement** :

En **informant les populations sur ce qu'est la menace (qui vise d'abord les musulmans)** et en expliquant pourquoi il n'y a **pas de raison d'avoir peur**.

En **contestant le projet globalisateur de l'islam « national » saoudien** ou de ses épigones.

En **favorisant l'apparition d'une structure de l'islam français** indépendante de l'État formant les imams et les payant, construisant les mosquées et luttant contre l'islamophobie, ayant le monopole dans les médias français du discours religieux.

En **réinventant le discours républicain** et en imposant partout l'ordre public laïque comme non négociable et en criminalisant ceux qui le contestent.

En **utilisant la totalité des fonctionnaires**, et plus seulement des intervenants extérieurs ou épisodiques pour rappeler que la liberté religieuse est aussi celle de pouvoir changer de religion ou de ne pas en avoir.

CONCLUSION

La **situation a rapidement évolué en un an**, moins en raison de l'action en France de l'État ou d'éléments de la société civile, mais surtout à cause de l'effondrement de l'EI qui ne fait plus rêver et qui est devenu synonyme de mort assurée.

C'est **maintenant que l'action de l'État va devenir essentielle**. Il ne s'agit plus de rassurer les opinions par des dispositifs sécuritaires (état d'urgence et loi antiterroriste). Des fonctionnaires sensibilisés et formés aux questions de radicalisation vont agir collectivement dans une perspective d'efficacité. Il y aura une **professionnalisation des acteurs**.

Mais on ira aussi très vite vers une politique d'ensemble plus cohérente contre la radicalisation en évitant une dérive vers les seuls aspects sécuritaires ou vers un contrôle social généralisé.

CIPDR
Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation

**4. Professionnaliser les acteurs locaux
et évaluer les pratiques**

CONCLUSION

Mais le dernier plan gouvernemental a donné lieu à **des critiques**.

Il demeure **provisoire** puisque son **fondement scientifique est encore insuffisant**. Le phénomène reste assez mal compris. Il y a donc **plus de gens qui vivent désormais de la radicalisation que de radicalisés**.

Les **militants jihadistes** sont assez **peu sensibles aux arguments de la raison** et tous n'évolueront pas vers l'acceptation de leur culpabilité, voire vers des regrets remarque Philippe Bilger, ancien avocat général à la Cour d'assises de Paris.

On n'ose pas criminaliser quelqu'un qui appelle à la haine en utilisant des textes religieux. Mais le tout répressif est aussi dangereux. Le **volet de l'intégration manque cruellement**



L'AVENIR

- Il faut **anticiper et découvrir dès maintenant où et comment pourraient tenter d'agir** dans deux ou trois ans les personnes déjà radicalisées ou en cours de radicalisation présentes **ailleurs qu'en France**.
- Les futurs affrontements auront-ils lieu plutôt en **Libye, au Sahel, en Afghanistan ou ailleurs** ?
- Quelles formes prendront-ils ?



Publication par l'Institut Tunisien des Etudes Stratégiques (ITES) d'un rapport intitulé « Défis et enjeux sécuritaires dans l'environnement sahélo-saharien du Maghreb »

L'AVENIR

- **L'EI se demande comment survivre stratégiquement.** Il vient de décider lors d'une réunion récente de ses cadres :
 - - **puisque'elle cesse d'être une organisation contrôlant un territoire au moyen de 35 wilayas au moyen de deux capitales, Mossoul et Raqqa,** elle devrait devenir un groupe capable d'organiser d'importantes opérations terroristes. L'EI a pour cela sa grande expertise militaire et **toujours d'importantes capacités financières.** Il lui reste en octobre 2018, après de lourdes pertes, **2 000 combattants en Irak (il y en avait 17 100, il y a un an) et 3 000 en Syrie (14 000 l'an dernier),** en tout aujourd'hui 12 000 personnes si on ajoute les partisans et la logistique encore présente.

Mais un changement de chef et de nom est-il encore possible ?
N'y aura-t-il pas une nouvelle organisation ?

L'AVENIR

Un réseau de soutien financier à l'EI démantelé en Irak



Reuters 11 octobre 2018

L'EI vient d'être mis en difficulté en octobre 2018 et ne peut plus payer les salaires de ses combattants, partisans et fonctionnaires.

ERBIL, Irak (Reuters) - Les forces spéciales irakiennes, aidées par la coalition anti-djihadiste, ont arrêté les membres d'un groupe fournissant une aide financière à l'Etat islamique (EI), a annoncé jeudi la coalition sous commandement américain.

Des raids ont été menés à Bagdad et Erbil (nord) entre dimanche et mardi, permettant l'arrestation de dix membres de ce réseau.

"Ces arrestations portent un coup majeur à la capacité de l'EI de menacer et terroriser les civils", a déclaré le général Patrick Roberson, commandant de la Special Operation Joint Force au sein de la coalition.

L'AVENIR

- En août 2018, **al-Baghdadi a appelé ses partisans en Occident à mener des attaques**, en détaillant des modes opératoires, dans leurs pays. Une opération en Occident "en vaut mille chez nous", a-t-il dit. Une stratégie de mondialisation, qui était autrefois celle d'Al-Qaïda, est alors proposée, mais sans moyen pour la réaliser.
- Cela n'a eu **strictement aucun effet**.
- On est face à une **communication de crise** produisant un nouveau rêve.

Il faut être clair, l'État islamique n'est plus le principal adversaire.

L'AVENIR

- En cas de choix d'une stratégie territoriale, il y a **actuellement trois possibilités de lieu**
- - L'Afghanistan
- - La Libye
- - Le Sahel : d'où l'étude menée par Réda Benkirane en **novembre 2018**
- Mais le **Proche-Orient**, même en partie exsangue, n'a pas surmonté ses problèmes politiques et **va demeurer une poudrière.**

UNE PISTE NOUVELLE

- L'universitaire turque Zeynep Tufekci souligne **l'influence dans la radicalisation du modèle économique des Gafa et de Youtube** en particulier.
- Ces sites multiplient les **méthodes créant de l'addiction** en proposant comme Youtube des **vidéos de plus en plus extrêmes** ou les vidéos **complotistes** d'Alex Jones ou les contenus de Russia Today.
- L'universitaire parle de **Youtube** comme étant devenu le **grand radicalisateur mondial**. Il convient de briser ce modèle économique.

BIBLIOGRAPHIE

- Yannick BRESSAN, Radicalisation, renseignement et individus toxiques, 2018.
- Laurent Bonelli, Fabien Carrié, La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français, Paris, Le Seuil, septembre 2018.
- El Karaoui Hakim
- Wajdi Limam, « Intervenants sociaux et radicalisation. Entre implicites publics et expérience sensible », *Vie Sociale et Traitement*, 2018/2.
- David Puaud, *Le spectre de la radicalisation. L'administration sociale en temps de menace terroriste*, Rennes, Presses de l'EHESP, septembre 2018